BRUXELLES EN MOUVEMENTS

Bimestriel,
Paraît 6 fois par an
Bureau de dépôt :
Bruxelles X
P 302402

bpost
PB-PP | B-01148
BELGIE(N)-BELGIQUE

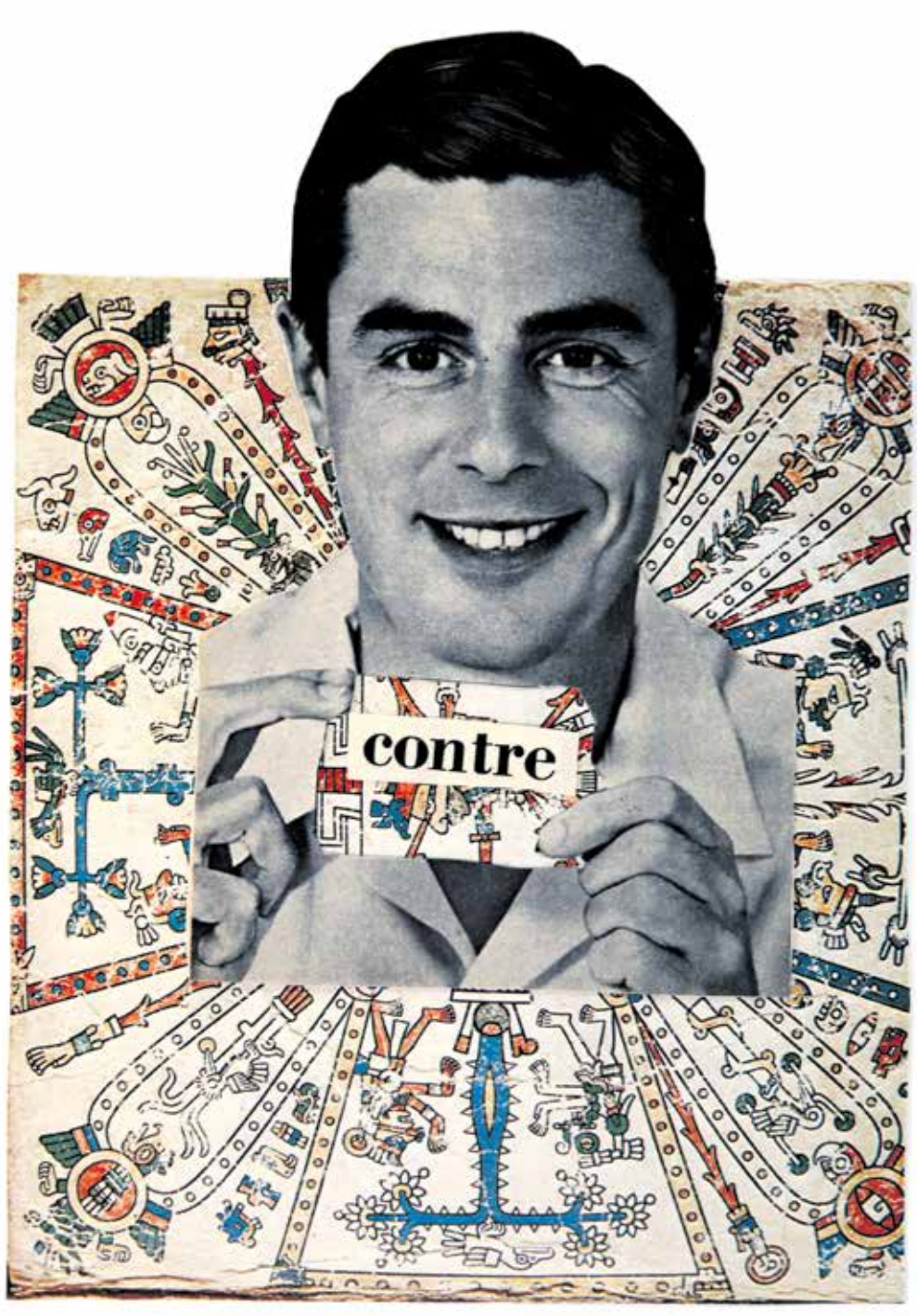
PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPES D'HABITANT·ES

N°319 – JUILLET/AOÛT 2022

AILLEURS

INTRODUCTION

L'HERBE EST-ELLE TOUJOURS PLUS VERTE CHEZ LE VOISIN ?



S'il y a bien une caractéristique immuable du *Bruxelles en mouvements*, c'est qu'il parle de Bruxelles. Mais l'art de la dispute est également au cœur de son ADN. Aussi, tandis que juillettistes et aoûtiens se croisent sur les plages, nous avions envie de franchir les cordes du ring et de ramener dans nos valises des récits de luttes urbaines d'ailleurs, tout en veillant à ce qu'elles fassent bien écho à celles que nous vivons chez nous.

Inter-environnement Bruxelles

A priori, le littoral méditerranéen présente peu de similitudes avec les abords du canal de Willebroek. Pourtant, Marseille et Bruxelles ont plus de points communs que ce que l'on pourrait imaginer de prime abord. Ces villes ont en effet une démographie et des profils sociologiques comparables. Toutes deux subissent des « revitalisations » de leurs centres-ville, entraînant gentrification et déplacements de population. La politique de logement social y est étrangement analogue avec, de part et d'autre, un nombre insignifiant de logements créés chaque année malgré des besoins énormes et des budgets disponibles. De la place marseillaise de la Plaine à Biestebroeck, la résistance à l'embourgeoisement et à la touristification est bien présente.

Notre prochaine escale nous emmène à Istanbul et revient sur les luttes de 2013 autour de la place Taksim et du parc Gezi. D'un combat pour la préservation d'un espace vert dans un quartier dense et populaire, la mobilisation, étendue à la Turquie entière, est devenue le symbole de l'opposition à l'autoritarisme gouvernemental.

Les collages qui illustrent ce numéro estival de *Bruxelles en mouvements* ont été réalisés lors d'un atelier collectif animé par Élise Debouny et Axel Claes le 21 juin 2022 au DK, 70b rue du Danemark à Saint-Gilles.

Avec la participation de Florence Aigner, Mohamed Benzaouia, Fred Deltenre, Matthias Förster, Denis Glauden, Martin Rosenfeld, Claire Scohier, Cataline Sénéchal, Andreas Stathopoulos, V-100, Thyl Van Gyzegem et Adrien Verdebout

Poursuivons notre voyage vers la Grèce et le quartier emblématique d'Exarcheia à Athènes. Là encore, les ressemblances avec Bruxelles sont nombreuses. Ainsi, la place centrale du quartier – lieu de rassemblement important – est menacée de disparition par la création d'une bouche de métro reliant Exárcheia aux sites touristiques athéniens. Comme à Schaerbeek, cette nouvelle ligne de métro trouve une forte opposition parmi les habitant·es qui craignent, entre autres, l'exclusion des résidents actuels de leurs quartiers.

De passage en Autriche, nous prenons connaissance dans les faubourgs viennois d'un projet autoroutier conséquent menaçant une réserve naturelle. Un plan anachronique, en complète contradiction avec les engagements climatiques actuels, et trouvant écho dans l'élargissement prévu du ring bruxellois, au grand dam du bois du Laerbeek.

S'il est une lutte que nous ne pouvions nous empêcher d'aborder, c'est celle portée par les militant·es du droit au logement de Berlin. En 2020, les Berlinois·es obtiennent un gel des loyers, une victoire souvent citée en exemple par les défenseur·euses de la cause. Ce gel est cependant abrogé en 2021 par la Cour constitutionnelle allemande. La mobilisation des habitant·es ne s'enlise pas pour autant et porte aujourd'hui sur l'expropriation et la socialisation de quelque 240 000 logements détenus par les grands groupes immobiliers. À Bruxelles et partout ailleurs où les locataires cherchent à se mobiliser, cette campagne trouve des échos très favorables.

En Espagne, grande victime de la crise hypothécaire de 2008 et en proie à une touristification galopante, on voit se multiplier les mouvements de solidarité entre habitant·es, ainsi que d'opposition au phénomène Air'BnB. Ce numéro, rapporte une brassée d'exemples glanés dans les rues valenciennes et madrilènes.

Hors d'Europe aussi, des populations œuvrent pour la mise en place de politiques inspirantes. Ainsi le Rojava, région kurde autonome de Syrie, mérite toute notre attention, tant le projet révolutionnaire qui s'y construit est unique au Moyen-Orient et dans le monde. Des assemblées de quartier, appelées «communes», y sont à la base d'une construction démocratique radicale et féministe permettant de replacer la pratique du politique dans les mains des citoyen·nes. Sous la menace permanente d'une invasion turque et d'attaques de l'État islamique, le Rojava expérimente pourtant un projet de société hors du commun.

Enfin, le dernier article nous emmène de l'autre côté de l'Atlantique pour nous faire connaître l'histoire des Young Lords de New York, un groupe d'étudiant·es révolutionnaires américain·es d'origine portoricaine dénonçant leurs conditions de vie exécrables et l'abandon de leur quartier par les autorités. Tout au long de leur parcours, les Young Lords ont revendiqué le contrôle des institutions jugées défaillantes, trouvant en chemin des alliés insoupçonnés et forçant parfois la porte des alliances.

Au terme de ce voyage, de retour dans nos pénates, nous faisons le point sur la dernière bataille des associations bruxelloises militant pour le droit au logement, à savoir la limitation de l'indexation des loyers. Car à Bruxelles comme ailleurs, la situation des locataires est devenue intenable et nécessite urgemment un peu de courage politique et la mise en œuvre de mesures appropriées. ▼

MARSEILLE EN COLÈRE

POUR LE DROIT AU LOGEMENT !

Marseille et ses quartiers centraux populaires ne sont pas sans montrer des similitudes avec Bruxelles, tant dans leurs faces obscures (indigence du droit au logement, opérations de rénovations vitrines qui laissent sur le quai les habitants…) que lumineuses (réseau actif de militance à différents niveaux). À Marseille, c'est le Plan Euromed qui donne le ton, à l'instar de notre Plan canal, pour développer l'attractivité des quartiers centraux. Mais des collectifs s'organisent et marquent des points !

Claire Scohier, Inter-environnement Bruxelles

Si Marseille dégage une image bien différente de celle de Bruxelles par sa rade ensoleillée et son port de plaisance en cœur de ville, une loupe plus avertie permet de dégager nombre de similitudes entre les deux villes historiquement industrielles devenues métropoles.

DEUX VILLES EN MIROIR

Marseille, ce sont 860 000 habitants (1 200 000 pour la Région bruxelloise) avec une démographie décroissante à partir des années 60 et reprenant vigueur à partir des années 90, exactement comme chez nous. 26 % des habitants y vivent en-dessous du seuil de pauvreté (30 % en RBC). Dans l'hypercentre, le taux de pauvreté grimpe jusqu'à 45, voire 55 %. Tant Bruxelles que Marseille ont des quartiers centraux populaires, à la différence de la plupart des villes françaises où le centre est habité par une population nantie.

À Marseille, 44 % des logements sont occupés par des propriétaires, cette proportion est de 40 % à Bruxelles. Autrement dit, dans les deux villes, la majorité des habitants sont locataires et l'essentiel des grands ensembles de logements sociaux ont été édifiés entre 1965 et 1975. Ces grands ensembles sont rarement supérieurs à quelques centaines de logements et ne sont pas trop éloignés du centre-ville. Parallélisme encore dans le taux de personnes peu diplômées et le chômage très élevé.

Par contre, le pourcentage de logements sociaux est nettement plus élevé à Marseille (20 %) qu'à Bruxelles (6,8 %) mais cela n'empêche pas la Métropole Aix-Marseille-Provence de compter 72 500 demandeurs en attente d'un logement social (51 000 en RBC). Il faut dire que 80 % des logements sociaux sont destinés aux ménages aux revenus modestes alors que seuls 16 % sont destinés aux ménages les plus démunis.

Si Marseille diffuse le mythe d'une ville très cosmopolite, elle l'est nettement moins que Bruxelles avec 13 % de la population d'origine étrangère (essentiellement des Algériens, Tunisiens et Marocains). Mais une économie informelle liée aux sociabilités ethniques y est cependant très présente, héritée de la tradition portuaire adossée à des marchés informels qui suivent ces réseaux communautaires, notamment au travers du commerce de véhicules d'occasion embarqués pour l'Algérie, la Tunisie, le Maroc mais aussi vers Abidjan ou Dakar. Encore un parallélisme avec l'économie informelle de Bruxelles, notamment celle que l'on rencontre dans le quartier Heyvaert à Cureghem. Néanmoins ces marchés informels vont commencer à s'étioler à partir des années 90.

LA POLITIQUE DE REVITALISATION DES ANNÉES 90

S'enclenche début des années 90 une politique de « reconquête » du centre-ville. Les dirigeants de Marseille se plaignent que la ville est à la traîne dans la compétition mondiale entre les métropoles. Ils décident en 1994 d'entrer dans la course avec le projet pharaonique Euroméditerranée visant à revitaliser le centre de Marseille et surtout ses espaces portuaires : plus de 500 hectares

à développer avec comme fer de lance la multinationale CMA-CGM, le troisième acteur mondial dans le transport maritime. 34 000 Marseillais habitent le périmètre. Les espaces portuaires vont être vidés de leurs activités industrialo-commerciales pour créer les conditions d'investissement pour de nouveaux acteurs : production de logements et bureaux à destination des cadres et employés des entreprises du tertiaire, valorisation de grands gestes architecturaux (dont ceux de Jean Nouvel), soutien au développement des industries culturelles [1]. L'arrivée du TGV en 2001 d'un côté et la reconversion du port en terminal de croisières de l'autre vont assurer l'afflux de touristes.

La rue de la République, cette artère haussmannienne de 5 200 logements qui relie le Vieux-Port au port industriel, va recevoir pour mission d'établir une liaison entre les deux périmètres d'intervention du projet Euroméditerranée. Historiquement, cette artère devait accueillir la bourgeoisie locale mais celle-ci n'était jamais venue et peu à peu s'y étaient installées les classes populaires liées professionnellement au port. En 2002, l'OPAH (Opération programmée d'amélioration de l'habitat) entame son programme d'éradication de l'habitat indigne sur l'artère. En 2004, un fonds de pension américain, Lone Star, crée Marseille-République pour gérer les 1 350 logements qu'il vient d'acquérir, une gestion radicale visant à provoquer l'expulsion des habitants par des pratiques de non-renouvellement de baux combinées à des pannes d'ascenseurs, des coupures d'électricité régulières…

UN CENTRE-VILLE POUR LES INDÉSIRABLES DE LA RÉPUBLIQUE

Martine est la première locataire à recevoir une lettre de non-renouvellement de son bail : *« Impossible d'avoir de l'info. J'allais aux Docks, chez Euromed, mais il n'y avait que la maquette et les prospectus, j'allais au boulevard des Dames mais c'était pour les propriétaires. On n'avait aucune information* [2]. » Il apparaît que le bailleur organise sciemment des squats dans les logements déjà vides pour exercer une pression au départ sur les habitants encore présents. Certains d'entre eux s'adressent à Un centre-ville pour tous (CVPT). Ce collectif est né en 2000 lors des opérations de rénovation du quartier Belsunce, le quartier populaire situé juste en dessous de la gare Saint-Charles, lieu d'arrivage de nombreuses populations maghrébines. CVPT, composé de travailleurs et retraités spécialisés dans les questions urbanistiques, vise à faire respecter par les pouvoirs publics le droit à vivre en centre-ville de Marseille, le droit à un logement décent, à obtenir la transparence dans les opérations de réhabilitation du point de vue de l'habitant, et à utiliser tout moyen public d'action, de défense juridique, de formation pour « réhabiliter avec l'habitant ». Le collectif finance ses actions avec les seules cotisations de ses adhérents : *« On n'a pas de subventions, pas de secrétariat, on n'a pas de lieu de pouvoir, ça sort de l'ordinaire* [3]. »

Leur champ d'action prend de l'ampleur lorsque s'ouvre le chantier de la rue de la République. Le collectif met comme condition à son soutien que les habitants concernés se regroupent pour sortir des démarches individuelles et de la plainte. Naît alors le Collectif des habitants de la rue de la République. CVPT met alors ses compétences au service des habitants malmenés pour créer un réseau d'expertise bénévole. Ensemble, ils organisent une manifestation en novembre 2004 qui réunira 600 habitants du quartier : *« Ils n'ont pas réalisé qu'on allait se battre. Ils ont pensé qu'on était des gens incultes et miséreux.* […] *La manifestation de novembre, c'est vrai, je ne m'y attendais pas, il y avait du monde !* [4] » À partir de 2005, des permanences se mettent en place dans un bar de la rue, tenues de manière informelle par les habitants puis organisées par CVPT : elles constituent un canal fiable d'information au plus près du terrain avec une poignée d'habitants assidus. Ensemble, ils gagnent ainsi plusieurs procès contre le bailleur qui débouchent sur la condamnation des propriétaires et le relogement ou l'indemnisation substantielle des habitants. Dans la foulée, la préfecture s'engage à ce qu'aucune expulsion n'ait lieu et Marseille République revend 300 logements à des bailleurs sociaux. Les permanences perdureront jusqu'au début de l'été 2009, l'action collective s'étiolant : *« On pourrait dire que Marseille République a contribué à fonder les bases d'une communauté attaquée. Et on a joué simplement un rôle pour organiser cette communauté émergente… on a organisé un moment, on a essayé de donner une forme un peu pérenne, de donner du sens… »* [5]. Fin 2018, la rue de la République comptait toutefois encore plusieurs centaines de logements vacants.

De 2010 à 2018, seulement 31 logements sociaux ont été créés par la Ville au lieu des 1 500 promis par la Soleam (Société locale d'aménagement de Marseille). Difficile de ne pas dresser de parallèle avec l'échec de nos Plans logements bruxellois. Seulement 14 logements ont été ➡

Les espaces portuaires vont être vidés de leurs activités industrialo-commerciales pour créer les conditions d'investissement pour de nouveaux acteurs.

« Ils n'ont pas réalisé qu'on allait se battre. Ils ont pensé qu'on était des gens incultes et miséreux. »

réhabilités sur les 2 000 qui devaient l'être, la Soleam ayant notamment dédié le budget qui devait être consacré à la réhabilitation du logement à l'« embellissement » de la Plaine [6]. Elle sera épinglée par la Chambre régionale des comptes début 2021 pour sa gestion calamiteuse, qui s'illustre tristement par l'affaire des effondrements de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 qui causa huit morts. En 2015, le rapport Nicol relevait qu'un Marseillais sur huit vivait dans un logement représentant un danger pour sa santé. L'État français, suite aux effondrements, va demander un audit immeuble par immeuble de 44 000 logements potentiellement indignes et rejette entièrement la responsabilité sur la ville de Marseille. Et pour cause, six élus de la majorité municipale sont eux-mêmes des marchands de sommeil, propriétaires de taudis qu'ils louent au centre-ville [7]. Le CVPT épingle la Ville qui a laissé se délabrer son patrimoine dans sa tentative de gentrification des quartiers Belsunce, Noailles et du Panier. Claude Valette, l'adjoint à l'urbanisme de Gaudin, le maire de l'époque, déclarait : « *Il faut nous débarrasser de la moitié des habitants de la ville. Le cœur de la ville mérite autre chose* [8]. » La stratégie de la municipalité a consisté à rendre des immeubles vacants pour écarter les populations pauvres et d'origine étrangère et laisser la place à une population plus conforme aux stratégies de peuplement des élus marseillais. Trois des quarante arrêtés de péril imminent publiés par la mairie entre le 5 novembre et le 1er décembre concernent des bâtiments municipaux vacants depuis des années.

STOP CROISIÈRES !

➪ Le port de croisières de Marseille a bien muté ces dernières années. Jusqu'à il y a peu, les ferries qui reliaient Marseille aux différents ports d'attache d'habitants marseillais venus de Corse, d'Algérie ou de Tunisie constituaient l'essentiel des traversées. Aujourd'hui, ce sont des méga-navires, sortes de villes flottantes accueillant jusqu'à 6 000 croisiéristes, qui tiennent le haut du pavé le long des quais. La crise du Covid a révélé l'ampleur de la colonisation du port en cours dès lors que des dizaines de paquebots de croisière inactifs continuaient à tourner à plein régime. Le collectif marseillais Stop croisières s'est créé à ce moment, bien décidé d'en finir avec cette industrie désastreuse.

Stop croisières s'est doté d'un argumentaire. On y apprend qu'une croisière affiche une empreinte carbone par passager similaire, voire plus forte, qu'un voyage en avion. Si l'on prend en compte les 53 plus grands navires en activité dans le monde, un voyage de 8 jours à bord d'un navire de croisière, dans une suite standard avec 4 journées à quai, représente une empreinte carbone de 4,4 tonnes d'équivalent $C0_2$. Un seul trajet en croisière excède donc plus de deux fois le bilan carbone annuel dont nous disposons. Par ailleurs, ces navires dégagent un fioul lourd, ce résidu qui reste en fond de cuve après le raffinage du pétrole brut. Les bateaux qui sillonnent les mers consomment la moitié du fioul lourd mondial, puisqu'ils sont autorisés à utiliser ce carburant très néfaste pour l'air (émission d'oxydes de soufre [SO_x] et d'oxydes d'azote [NO_x]). En Europe, la pollution de l'air par le transport maritime (marchandises et croisières) est responsable de la mort prématurée de 50 000 à 60 000 personnes par an, dont 2 500 à Marseille. En 2018, AtmoSud (association agréée par le ministère de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air) a constaté que, pour la première fois dans la métropole marseillaise, les émissions de NO_x d'origine maritime avaient dépassé les émissions routières.

Suite à diverses protestations, en 2021, la ville de Marseille a supprimé ses subventions au Club de la croisière de Marseille au motif qu'il s'agissait avant tout d'un « *outil de lobbying, dans lequel la relation entre pouvoirs publics et intérêts privés n'est pas équilibrée* ». Mais le département s'est empressé d'augmenter les subventions pour compenser cette perte.

Pour 2022, le port de Marseille annonçait 2 millions de croisiéristes avec 600 escales. Le 14 juin, c'est le *Wonder of the Seas*, le plus gros paquebot du monde (équivalent à 3,61 terrains de football) accueillant 7 000 passagers qui était attendu. Stop croisières décide alors de le prendre comme cible et de bloquer l'entrée du port avec 12 canoës et un Zodiac. Les activistes contactent la capitainerie pour indiquer leur position devant l'entrée du port. Ils ont ainsi pu bloquer l'entrée du port durant plus de deux heures. Quelques jours plus tôt, ils organisaient un rassemblement pour dénoncer la mauvaise qualité de l'air à Marseille.

Outre la qualité de l'air et les émissions de CO_2, Stop croisières s'inquiète aussi de l'économie prédatrice de ce type d'activité touristique. En effet, une entreprise de croisière favorise la concurrence entre les ports d'accueil pour réduire les coûts. Ce qui place les ports dans une situation désavantageuse au point de les considérer comme « parent pauvre » de l'activité. Le lien entre entreprise de croisière et port d'escale est plutôt de l'ordre de la soumission du territoire. Les retombées économiques de cette activité touristique envahissante sont maigres pour les villes qui les accueillent, l'entreprise encourageant les dépenses des passagers au sein de son navire, au détriment des escales. Les conditions de travail à bord quant à elles relèvent de l'exploitation. La société Carnival, la plus importante compagnie à l'échelle internationale (enregistrée au Panama), échappe aux réglementations américaines en matière de droit du travail et de salaires. Elle emploie du personnel sous-payé venu d'Inde et des Philippines. ▼

POUR EN SAVOIR PLUS n'hésitez pas à aller naviguer sur le site de Stop croisières : **https://stop-croisieres.org**

LES COLLECTIFS EN COLÈRE APRÈS LES MORTS DE LA RUE D'AUBAGNE

L'affaire sera judiciarisée et un rapport d'expertise à la mi-juin 2020 établit que l'effondrement a été déclenché par la rupture d'un poteau supportant le plancher du rez-de-chaussée du numéro 65 de la rue. La municipalité, paniquée, évacue dans les mois qui suivent l'accident au moins 4 500 Marseillais habitant dans 578 immeubles identifiés comme « dangereux », dont un tiers à proximité de l'accident. Les habitants sont relogés pour la plupart dans des hôtels éloignés de leurs quartiers. En 2021, 1 500 de ceux-ci vivent toujours dans des logements temporaires.

Dès le 10 novembre 2018, un défilé intitulé « marche blanche » rassemble plusieurs milliers de manifestants jusque devant la mairie demandant la démission de la municipalité et scandant « Gaudin assassin ». Le même qui en 2001 déclarait : « *Moi je rénove, je lutte contre les marchands de sommeil et je fais revenir des habitants qui paient des impôts* [9]. » Une deuxième manifestation dite « de la colère » est organisée quelques jours plus tard avec encore plus de succès. « *20 millions pour détruire la Plaine, pas une thune pour sauver Noailles, à qui profite le crime ?* », interroge une banderole lors de la marche qui sera brutalement réprimée par la police prétextant de la présence des Gilets jaunes qui sont dans leur période de pleine contestation.

Le Collectif du 5 novembre (C5N) demande la réquisition d'appartements vides pour reloger les personnes évacuées – Marseille compterait plus de 30 000 logements vacants, dont plusieurs centaines sur la fameuse rue de la République – mais la majorité municipale s'y oppose. De janvier à mai 2019, le C5N organise des assemblées de 30 à 50 personnes, sans statut officiel, sans local fixe, sans trésorerie mais qui aboutissent à l'adoption de la Charte du relogement, devenue un texte officiel voté par le conseil municipal le 17 juin 2019. L'événement a redonné vigueur à d'anciens collectifs urbains qui se sont ralliés autour du C5N, comme le CVPT ou encore le Syndicat des quartiers populaires de Marseille. Les piliers du C5N sont des femmes. Ce sont elles qui organisent les collectes de vêtements pour les délogés, assurent les relations avec les avocats et autres comités, tiennent des permanences et aident au quotidien délogés. Mais le collectif peut aussi s'appuyer sur l'expertise ancienne du CVPT. Ensemble, ils demandent que le budget 2019-2020 prévu pour la revalorisation des façades, l'amélioration de l'image et de l'attractivité sur certains axes emblématiques du centre ville soit transféré à la rénovation structurelle et priorisée des habitations, soit 5,2 millions d'euros à dépenser d'ici à 2020 : « *Pourquoi s'endetter pour embellir les rues de Marseille alors que l'eau ruisselle dans les cages d'escalier et que les plafonds menacent de s'effondrer* [10]. »

La question du logement insalubre a pris le devant de la scène en pleine période de campagne électorale. Le tout relayé par des médias locaux diversifiés qui radiographient la ville en permanence sans concession pour les politiques, notamment les sites de Marsactu et de Marseille infos autonomes. Le drame a révélé une cascade d'erreurs, de négligences directement imputables au gouvernement de la ville. Mais c'est surtout la présence de forces sociales déjà prêtes à remettre en cause le système qui a donné toute l'ampleur du mouvement de contestation.

> En 2018, l'offre de logements en Airbnb a progressé de 88% en un an pour constituer 3% du parc de logements. En 2020, l'immobilier a bondi de 20%.

La pression a également produit son effet du côté des instances judiciaires. Le parquet de Marseille a créé un « Groupe local de traitement de la délinquance dédié à la lutte contre l'habitat indigne ». Cinquante enquêtes concernant le non-respect d'un arrêté de péril et vingt-cinq enquêtes pour des faits relevant de l'insalubrité ont été ouvertes. Les premières condamnations sont tombées et des procès sont toujours en cours aujourd'hui.

Le droit au logement reste bien entendu dans un état critique. Michel Peraldi en 2015 posait la réflexion suivante : selon lui la gentrification à Marseille aurait pris une tournure singulière dans la mesure où ce sont plus des touristes et des visiteurs que de nouveaux habitants qui débarquent à Marseille tandis que la classe populaire résisterait à abandonner le centre. Le nombre de croisiéristes dépasse aujourd'hui celui des passagers des lignes maritimes algériennes, tunisiennes et corses. Via le TGV et les lignes low cost, il est possible d'y venir régulièrement sans forcément y habiter. L'auteur relevait à l'époque que le nombre d'acheteurs était infime pour enclencher un phénomène lisible dans l'économie foncière de la ville [11]. Néanmoins, peu à peu le programme Euroméditerannée a ouvert différentes niches spéculatives. Le marasme des prix du foncier au centre-ville a permis à divers spéculateurs d'acheter peu cher dans l'attente des retombées diverses. En 2016, la ville comptabilisait 1 507 ensembles résidentiels fermés [12]. En 2018, l'offre de logements en Airbnb a progressé de 88 % en un an pour constituer 3 % du parc de logements [13]. En 2020, le prix de l'immobilier a bondi de 20 %.

Mais les collectifs Marseillais ne désarment pas. Lors de notre passage au mois de juin de cette année, nous avons pu assister à un carrefour de rencontres entre différents collectifs s'organisant contre la gentrification de la ville. Ils ont mis sur pied un observatoire de la gentrification. Une librairie associative a décidé de constituer un fonds de documentation sur la gentrification à Marseille. Leur programme est vaste : se battre contre les croisières, les plateformes type Airbnb, la spéculation immobilière et les grands événements d'attractivité internationale… pour faire exister le droit à un logement digne pour toutes et tous.

Au-delà des rassemblements, ils n'hésitent pas à passer à l'action. Le collectif Stop croisières présent à l'assemblée organisait le surlendemain une manifestation devant le port de croisiéristes. Trois jours plus tard, 24 militants du collectif bloquaient l'entrée dans le port de Marseille du navire de croisière *Wonder of the Seas* avec ses 6 200 passagers ! ▼

1. M. PERALDI, *Sociologie de Marseille*, éd. La Découverte, 2015, p. 105. La transformation du port autonome de Marseille en 2008 en Grand Port maritime de Marseille lui confère une compétence immobilière passant du modèle de *tool port* (port outil) au modèle de *landlord port* (port propriétaire). Le renouveau s'opère aussi via le secteur culturel en désignant Marseille comme capitale européenne de la culture en 2013.
2. *Attention à la fermeture des portes*, éd. Commune, Marseille, 2010, p. 81.
3. *Ibidem*, p. 103.
4. *Attention à la fermeture des portes*, op.cit, p. 88.
5. Ibidem, p. 92.
6. Il s'agit de cette place emblématique de Marseille dont le vaste réaménagement a défrayé la chronique entre X et X. Les 11 millions d'euros de budget affichés au départ sont montés à 20 millions.
7. M. PERALDI et M. SAMSON, *Marseille en résistances. Fin de règnes et luttes urbaines*, éd. La Découverte, 2020, p. 10.
8. L. FESSARD, « À Marseille, «la lutte contre l'habitat indigne ne sert qu'à évincer les plus pauvres» », *Mediapart*.
9. In *La Tribune*, 5 décembre 2001.
10. *Sous le soleil la plaine, journal insolent de quartier*, n° 5, mars 2019, p. 23.
11. M. PERALDI, *Sociologie de Marseille*, éd. La Découverte, 2015, p. 111.
12. E. DORIER, « Les espaces résidentiels fermés à Marseille », in *L'Espace géographique*, 2018.
13. « Marseille : ce que pèse vraiment Airbnb », in *La Provence*, 25 janvier 2018.

GEZI PLUS QU'UN PARC

En 2013, de très nombreuses villes turques se sont soulevées contre le pouvoir autoritaire en place. L'étincelle? Un petit parc menacé par les bulldozers en plein centre d'Istanbul.

Cataline Sénéchal, Inter-Environnement Bruxelles

Le grand Istanbul est une mégalopole de 16 millions d'habitant·es, avec un nombre équivalent de touristes annuel et son million de personnes non «enregistrées» (sans-papiers ou «invités protégés» syriens ; par exemple). Des gratte-ciel immenses, poussant souvent en grappe de dix exemplaires, hérissent désormais ses abords précédemment pastoraux sur des kilomètres. Des voies rapides à six, huit voire dix bandes serpentent entre les collines. Immeubles chics, hôtels ou shopping-malls écrasent ci et là d'anciens complexes industriels désaffectés ou des quartiers populaires dits «posés dans la nuit» (*gecekondu*) [1].

Smog ou brouillard? Scientifiques et pouvoir en place se disputent sur la nature du nuage orangé qui fait tousser les Stambouliotes par temps sec. Le régime autoritaire mené par Erdogan depuis vingt ans, en plus de réprimer politiquement les populations kurdes, de causer des désastres environnementaux à coups de barrages, centrales hydroélectriques, centrales à charbon, et de limiter la liberté d'expression, fournit un terrain de jeu sans entraves à la promotion immobilière…

En 2013, préserver le parc Gezi fut une nécessité pour les milliers de Stambouliotes qui se sont relayé·es dans le parc et sur la place Taksim attenante. Précieux, car très rare espace vert, du centre, il se situe dans la continuité de la rue commerçante et piétonne la plus fréquentée d'Istanbul – l'équivalent de «notre» rue Neuve – et d'une place publique, espace habituel des rassemblements politiques, revendicatifs et populaires : la place Taksim.

> *« Ce n'est que le début, la lutte continue. »*

La défense du parc Gezi s'inscrit également dans un continuum vu qu'elle suit de peu les mobilisations pour la sauvegarde du cinéma Emek (2010-2013). Ce cinéma, populaire et à l'architecture remarquable, a finalement été détruit en 2013 au profit d'un centre commercial. Selon A., activiste qui habite désormais en Belgique : «*La mobilisation pour la préservation du cinéma Emek a impliqué toute la communauté. Le slogan entendu à l'Emek s'est poursuivi à Gezi : "Ce n'est que le début, la lutte continue." Les luttes populaires accumulent également des souvenirs et aident à développer une position politique ; des revendications sur l'espace où nous voulons vivre et sur "comment" nous voulons y vivre. Gezi fut la résultante de mobilisations populaires diverses, mais aussi un point de déclenchement d'autres luttes.*»

Entre le 27 mai et le 15 juin 2013, durant dix-huit jours, ce mouvement populaire va occuper le parc et bloquer physiquement l'arrivée des bulldozers pour éviter qu'il soit bétonné au profit d'un grand centre commercial déguisé en reconstruction d'une caserne militaire de l'époque ottomane. Mais, au-delà d'un parc à défendre, les assemblées ont fait émerger des revendications protéiformes antigouvernementales, écologiques et antiautoritaires. Cette occupation fut également le déclencheur de manifestations et d'occupations de places dans des quartiers plus excentrés – et plus populaires – mais aussi dans la plupart des grandes villes turques. Le slogan «*Her yer Taksim, her yer direni !*» (Taksim partout, résistance partout) s'est répandu à travers la Turquie. Pour A., «*ce soulèvement, qui a tenu dans la durée, a montré une fois de plus, mais cette fois en Turquie, que la révolution n'était pas l'horizon imaginaire d'un beau lendemain qui chante, qui sera sûrement atteint un jour, mais qu'elle pouvait s'inscrire dans l'ici et maintenant, qu'elle était une question d'actualité*».

Terriblement réprimé, avec un bilan de six morts et de quelque 7 800 blessés, ce mouvement civil a toutefois rappelé au gouvernement que la ville doit se construire avec les habitant·es. «*En analysant ces différentes transformations spatiales, Taksim s'est avéré être un champ de bataille architectural entre le gouvernement et le peuple stambouliote. L'histoire de la place Taksim montre comment le gouvernement, contre l'accord du peuple, s'est engagé dans des processus continus de conception et de réaménagement. Mais c'est avec l'arrivée du mouvement Gezi que les Stambouliotes se sont réveillés face au pouvoir du gouvernement. Ce mouvement a suscité avant tout l'espoir, et a permis de révéler différentes problématiques et enjeux autour de la question de l'espace public turc. Les citoyens ont ainsi réclamé leur droit à la ville.* [2]»

AUJOURD'HUI

Le parc est toujours là, la municipalité et le gouvernement ont dû faire marche arrière. Toutefois, une toute nouvelle mosquée (2019) s'accole désormais à la place Taksim et le centre culturel Atatürk, lieu fortement investi symboliquement par l'opposition politique à Erdogan, a été finalement démoli (2018) plutôt que rénové. Sur le haut de la place, devenue une large plaine piétonne minéralisée, la police a installé des chevaux de frise permanents et elle patrouille, tout en muscles et mitraillettes, rendant toute occupation impossible… La présence de ces policiers et soldats est peut-être la seule marque visible que «quelque chose» cloche dans une ville qui fait tout pour paraître comme «le meilleur des mondes» pour le plus grand plaisir de ses touristes.

Pour une bonne part de la population turque, Gezi demeure une expérience de démocratie directe – certes réprimée par police, avec le soutien du gouvernement. Gezi ne peut se résumer à la seule défense d'un espace vert, mais aussi celle du droit à s'organiser et à s'exprimer librement. ▼

1. *Ces quartiers d'habitations ont souvent été construits sans permis par des familles turques originaires des zones rurales et semi-rurales d'Anatolie, venues alimenter une économie centralisée de leur main-d'œuvre très bon marché.*
2. I. KODAL, *Istanbul à Taksim Meydanı : transformations physiques et sociales, le jeu de la politique et de l'espace public*, Architecture, aménagement de l'espace, 2020. [https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02935239]

POUR ALLER PLUS LOIN

C. AKTAR, « "Pour quelques arbres en moins." Le soulèvement Gezi à Istanbul, d'expression citoyenne au tournant politique », *Revue internationale et stratégique*, 2014/1 (n° 93), p. 123-128.
https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2014-1-page-123.htm

EXARCHEIA

EN LUTTE CONTRE LA GENTRIFICATION

Exarcheia est un quartier central d'Athènes, connu pour les dynamiques autogestionnaires qui s'y développent mais aussi comme terrain historique de lutte.

EVA BETAVATZI

Ancien quartier étudiant, Exarcheia avait été au cœur des combats contre la dictature des colonels (1967-1974). Aujourd'hui, les étudiant·es sont presque tous. tes parti·es ailleurs mais plusieurs maisons d'édition, librairies et imprimeries qui produisent et distribuent encore de nombreux ouvrages, notamment issus des pensées libertaires et anti-autoritaires grecques et étrangères, sont restées. Les rues d'Exarcheia restent couvertes d'affiches militantes qui informent des nouvelles, des actions et des discussions publiques, encore très nombreuses à Athènes. La dynamique contestataire du quartier se maintient elle aussi, toutefois à un rythme moins soutenu qu'il y a quelques années. Quelques lieux autogérés importants subsistent mais un certain nombre d'entre eux ont malheureusement disparu. Tout cela montre une profonde transformation du quartier. Alors que la police ne s'aventurait pas à Exarcheia, depuis l'arrivée au pouvoir de Mitsotakis (Nouvelle Démocratie) en 2019, la présence policière se veut la plus visible possible, des agents des forces spéciales de police surveillent le quartier 24 h/24 et se tiennent à des points stratégiques. Mais la pire menace qui pèse sur Exarcheia aujourd'hui est sans doute le processus de gentrification en cours.

TRANSFORMATION ET FLAMBÉE DES PRIX

Sur la façade du squat autogéré Notara 26, où habitent des personnes sans-papiers, est suspendue une immense banderole sur laquelle on peut lire *Burn gentrification* (gentrification, brûle!). Exarcheia se gentrifie via deux processus : la touristification et l'embourgeoisement. Le quartier attire les regards extérieurs, ainsi que le tourisme, et est envahi par Airbnb. Déjà après la crise de 2008, on peut affirmer sans trop de doute que la plupart des chambres libres étaient louées tôt ou tard à des vacancièr·es. Cela pouvait aider les locataires à payer leur loyer, les propriétaires-occupants leur crédit ou encore à arrondir des fins de mois difficiles. Aujourd'hui, la hausse des loyers et des prix du logement ont fait qu'un certain nombre d'habitant·es ont été obligé·es de s'installer ailleurs. Airbnb ne les a finalement pas sauvé·es de la précarité. Depuis, leurs logements ont probablement été transformés pour de la location à court terme. Airbnb s'est avéré un business juteux pour les petits investisseurs, de plus en plus nombreux et de moins en moins petits, qui se sont vite rendu compte des profits à tirer de ce tourisme alternatif florissant. Ils ont ainsi racheté des unités de logement à des prix ridiculement bas si on les compare aux bénéfices qu'ils en tirent (entre 50 et 80 euros la nuit pour une chambre, soit un minimum de 1 500 euros par mois de recettes, à peu près trois fois plus qu'un loyer cher). Au-delà du processus de touristification, Exarcheia attire une population étrangère de classe moyenne qui s'achète un petit pied-à-terre à Athènes, ce qui contribue presque autant qu'Airbnb à faire augmenter les prix. Des boulangeries, des bars et des cafés branchés s'installent peu à peu pour servir ces nouveaux arrivants. Tout ça se mêle à ce qui reste des squats, des lieux autogérés, des dynamiques révolutionnaires, mais aussi des cafés et tavernes traditionnelles encore présentes.

> La gentrification en cours tente en quelque sorte de supprimer le passé et le présent révolutionnaire d'Exarcheia tout en se l'appropriant comme argument commercial.

LIEUX STRATÉGIQUES MENACÉS PAR LES INVESTISSEURS

La gentrification en cours tente en quelque sorte de supprimer le passé et le présent révolutionnaire d'Exarcheia tout en se l'appropriant comme argument commercial. La lutte contre la gentrification s'avère donc être un combat politique autant que (et même peut-être plus que) social.

À l'heure de l'écriture de cet article, la place centrale d'Exarcheia, lieu de référence du quartier, est menacée de disparition par l'implantation très probable d'une bouche de métro – que certain·es espèrent empêcher – dans les semaines à venir. Il faut dire que la place, pourvue d'arbres voués à disparaître, n'est pas grande et constitue l'un des seuls espaces publics du quartier, servant de lieu de rassemblement et d'expression important pour les luttes. Avec l'arrivée du métro, la place d'Exarcheia, *la plateia*, deviendra un espace de passage plutôt que de rencontre.

Le métro est une arme puissante de transformation des quartiers, dont les conséquences désastreuses sont l'exclusion des pauvres et l'apparition d'une nouvelle classe d'habitant·es. C'est ce que les personnes qui s'opposent au métro veulent éviter à tout prix. Cette nouvelle ligne de métro servira principalement à relier les sites touristiques du centre, tandis que de nombreux quartiers densément peuplés et certaines banlieues de la ville resteront déconnectées du réseau de transport public. Un des bâtiments situés sur la place d'Exarcheia est le fameux K*Vox, ancien cinéma aujourd'hui occupé notamment par Rouvikonas, un groupe anarchiste d'action directe, une des cibles du gouvernement Mitsotakis. K*Vox accueille aussi ΑΔΥΕ (ADYE), un dispensaire social autogéré où toutes les personnes, avec ou sans papiers, ont la possibilité de bénéficier d'une consultation médicale gratuite. ➡

Un peu plus loin, la colline Strefi, un des seuls espaces verts du quartier, dont l'aménagement est resté identique depuis quelques décennies et dont l'entretien est assuré en autogestion puisque les pouvoirs publics l'ont abandonné, est devenue la cible d'investisseurs qui veulent y développer des petits commerces, des aires de jeux, des barrières et des systèmes de surveillance. Du haut de la colline de Strefi, on peut encore apercevoir l'Acropole, que l'on soit riche ou pauvre. Les investisseurs, eux, espèrent exploiter cette belle colline pour donner de la valeur aux biens immobiliers qui l'entourent. Le développement de Strefi est donc une pierre de plus à la gentrification générale du quartier. Les populations visées par le développement de la colline sont celles qui sont moins enclines à apprécier les espaces verts entretenus en autogestion. Une militante de l'assemblée pour la préservation de la colline de Strefi expliquait la transformation voulue de la colline à peu près en ces termes : « *Ils veulent remplacer les arbres existants par de beaux arbres qui plaisent aux bourgeois.* »

Plus bas, aux frontières du quartier d'Exarcheia, l'école polytechnique, lieu historique de résistance, haut symbole de la lutte contre la dictature, fait également l'objet d'un projet de transformation, tout aussi gentrificateur que les autres. Quasiment entièrement vidée d'une vie étudiante pourtant très engagée historiquement, l'école polytechnique est désormais destinée à devenir un musée. Pour comprendre l'importance de ce geste, il faut sans doute connaître un peu mieux l'histoire de la Grèce, je ne m'y attarderai pas ici. J'aimerais seulement souligner qu'il fallait un gouvernement de droite pour avancer sur un tel projet.

Le squat Notara 26, quant à lui, résiste toujours à l'expulsion. Il fut le premier d'un mouvement de squats de personnes migrantes qui ont été ouverts à partir de 2015 à Exarcheia et désormais le dernier rescapé. Il a été ouvert en réaction à une situation où des dizaines de milliers de personnes catégorisées « réfugiées » étaient bloquées dans la capitale grecque. En tant que lieu de résistance aux camps inhumains « d'accueil » des migrant·es, il est la cible du gouvernement grec. Notara 26 a subi, il y a quelques jours, des coupures d'électricité qui n'annoncent rien de bon pour les personnes sans papiers qui l'occupent. Ces coupures sont des menaces claires et participent elles aussi au processus de gentrification et de répression du quartier.

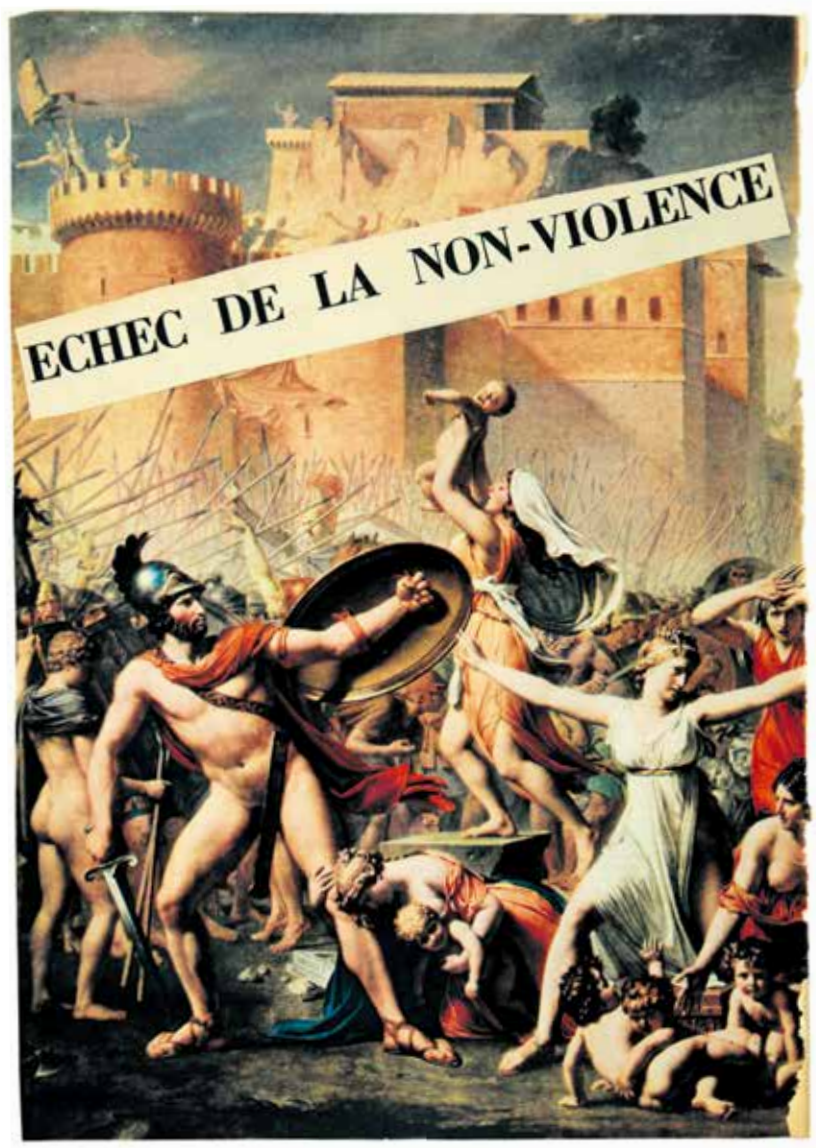
ASSEMBLÉES, AUTOGESTION ET ACTIONS CONTRE LA GENTRIFICATION

La gentrification à Exarcheia, comme partout ailleurs, a pour but de remplacer une population par une autre, mais à Exarcheia il y a un élément en plus : elle vient écraser la résistance, celle qui s'oppose aux valeurs de droite conservatrice du gouvernement, celle de Notara 26, celle qui s'exprime sur la place, celle qui s'organise à K*Vox, celle des lieux autogérés, etc. La gentrification est très clairement au service des valeurs du gouvernement actuel et constitue une stratégie politique ciblée. La droite conservatrice ne s'en cache pas. Pour se faire élire, le parti de Mitsotakis a souvent pointé du doigt Exarcheia et a promis à ses électeurs qu'il se chargerait de sa transformation. La dimension politique de cette gentrification est on ne peut plus claire.

Notara 26 a subi, il y a quelques jours, des coupures d'électricité qui n'annoncent rien de bon pour les personnes sans papiers qui l'occupent.

Dans leur communiqué, les membres de la Coordination des actions menées à Exarcheia l'ont très bien exprimé. Elles et ils appelaient à la défense « *d'un quartier du monde où s'inscrivent plusieurs mondes. Où des personnes de tout genre, âge et origine peuvent vivre ensemble. Où l'histoire des luttes d'hier rencontre les souffrances et les résistances d'aujourd'hui. Face à la gentrification, les expulsions, la dissolution des forces politiques (de résistance), la menace policière, il nous faut nous battre pour l'Exarcheia de l'autogestion sociale, de la solidarité de classe, de la révolte* ».

Le 25 juin dernier, une journée internationale de mobilisation pour la défense d'Exarcheia a été organisée par la Coordination des actions menées à Exarcheia et par l'Assemblée pour la préservation de la colline Strefi. Si un appel international de soutien a été lancé, c'est que la situation est grave et que les habitant·es et militant·es du quartier ont besoin de soutien. Dans le quartier même, les affrontements avec la police ont été intenses cette nuit-là. Depuis la Belgique, plus précisément depuis Liège, la Chartreuse occupée a envoyé un message de solidarité aux camarades grec·ques : « *Pas de profit sur nos vies, de Liège à Exarcheia.* »



Il serait injuste de parler de cette journée de mobilisation sans évoquer les combats quotidiens qui sont menés sur place. Des assemblées sont organisées presque tous les jours de la semaine : l'assemblée contre l'implantation du métro de la place d'Exarcheia, celle pour la préservation de la colline Strefi, du parc Navarinou (un parc autogéré un peu plus bas dans le quartier), du squat Notara 26, celle de Vox, de l'Intiative contre les expulsions liées aux dettes impayées, etc. Il y en a tellement qu'il est difficile de toutes les nommer, d'autant plus qu'à ces assemblées s'ajoutent celles de tous les sous-groupes de ces groupes auto-organisés. Tous les vendredis, une assemblée ouverte se tient sur la place d'Exarcheia pour coordonner toutes les assemblées pour la défense du quartier, de là est issue la Coordination des actions menées à Exarcheia. Lors de ces assemblées sont discutés les textes, les actions à mener, l'organisation du travail en vue de les réaliser. Des idées sont échangées, des informations aussi, et beaucoup de colère.

La lutte contre la gentrification du quartier d'Exarcheia et donc une lutte contre l'imposition d'un mode de vie exclusif plutôt qu'inclusif, élitiste plutôt que populaire, hiérarchisé plutôt qu'horizontal, mais elle constitue surtout un combat contre la répression étatique. C'est pourquoi, la résistance contre la gentrification d'Exarcheia concerne tous·tes les habitant·es du quartier mais aussi directement le mouvement anarchiste grec (et international) qui y est présent historiquement. Les combats contre la police grecque ont été fréquents et violents dans les rues de ce quartier. Le 6 décembre 2008, la mort du jeune Alexandros Grigoropoulos, tué par balle par l'agent de police Korkoneas, avait provoqué les fameuses émeutes de 2008 avec des affrontements violents. Le mémorial d'Alexandros Grigoropoulos, menacé lui aussi par la gentrification de la rue Mesologgiou (toujours à Exarcheia), a été reconstruit et célébré il y a quelques jours à peine et une gigantesque fresque a été également inaugurée dans le quartier malgré les tentatives de la police de l'empêcher. Les investisseurs n'effaceront pas l'histoire et la mémoire des luttes qui ont parcouru les rues d'Exarcheia car la résistance s'organise de tous les côtés et elle reste aujourd'hui profondément ancrée. ▼

Des idées sont échangées, des informations aussi, et beaucoup de colère.

AUTRICHE

UNE AUTOROUTE DANS LES CHOUX !

Depuis une vingtaine d'années, des militants autrichiens s'opposent à la création d'une nouvelle autoroute de 203 kilomètres qui menace la réserve naturelle Lobau.

Cataline Sénéchal, Inter-environnement Bruxelles

Une partie de cette nouvelle autoroute devait servir de contournement à Vienne et, pour ce faire, pénétrer dans le Lobau (classé Natura 2000) puis le traverser par voie souterraine sur une longueur de 8,5 kilomètres. Ce grand marécage danubien qui borde la ville avait déjà été menacé en 1985 par une centrale électrique, heureusement recalée après une énorme mobilisation.

L'ACHARNEMENT PAIE

Là aussi, de très nombreuses associations, fédérées aujourd'hui dans le collectif Lobau bleibt, dénoncent la destruction d'une zone naturelle préservée, l'inadéquation entre une voirie exclusivement automobile et les engagements à réduire la production de CO_2, le rôle de cette voie rapide dans l'accroissement de l'étalement urbain ainsi que les coûts prohibitifs des travaux. Des chantiers, qui plus est, aux faibles retombées en termes d'emploi dès lors que «*les autoroutes sont principalement construites par des machines, pas par des hommes*». Ils exigent que l'argent public finance plutôt des transports en commun, et serve en particulier à développer le réseau de tram, y compris en périphérie.

Manifestations, ZAD, pétitions, actions, occupations, interpellations, publications scientifiques, diffusion sur les réseaux sociaux, le mouvement a pris des formes diverses, a tenu sur la longueur… et a presque gagné. En effet, le 1er décembre 2021, la ministre du Climat autrichienne, Leonore Gewessler, déclare, lors d'une conférence de presse, l'abandon de sa construction pour des motifs écologiques ! Une victoire, donc.

LA LUTTE CONTINUE

Toutefois, la municipalité de Vienne s'entête et prévoit sur la partie communale du Lobau, une autoroute urbaine pour «délester» la A26 fortement congestionnée. Pour Heinrich, militant de Lobau bleibt : «*Nous craignons qu'avec la construction de l'autoroute urbaine le tunnel du Lobau ne revienne par la petite porte. Sans le tunnel du Lobau, une autoroute urbaine traversant Hirschstetten a encore moins de sens qu'elle n'en a déjà. Malheureusement, la construction de l'autoroute du Lobau est inscrite dans la loi fédérale sur les routes. Un nouveau ministre des Transports pourrait à nouveau s'y référer. Bien que l'autoroute urbaine fasse de facto partie du grand projet, sa construction ne relève pas de la compétence du ministère des Transports, mais de celle de la ville de Vienne. Celle-ci semble malheureusement avoir un grand intérêt à bétonner encore plus le quartier de Donaustadt dans le nord-est de Vienne.*»

C'est pourquoi, malgré l'évacuation de la ZAD, qui a occupé le chantier au printemps dernier, l'été 2022 sera émaillé de très nombreuses actions. Il est possible de les suivre sur le site de Lobau bleibt ou sur la page FB «Stop Lobau Autobahn».

ET À BRUXELLES ?

Eh bien, alors que l'espace public laisse progressivement plus de place pour des pistes cyclables et que les automobilistes sont ainsi enjoints à partager ce sur quoi ils ont régné durant des décennies, la Région flamande a décidé d'élargir plusieurs sections du ring qui enserre la capitale, ce qui pourrait bien toucher le bois du Laerbeek que traverse cette autoroute. Si le dossier a longtemps fait du sur-place, il devrait connaître bientôt un nouveau développement, avec la présentation prochaine de l'option d'aménagement retenue. ▼

> Le mouvement a pris des formes diverses, a tenu sur la longueur… et a presque gagné.

POUR ALLER PLUS LOIN

Lobau bleibt, *Maintenant dans tout Vienne*, en ligne : **https://lobaubleibt.at/lobaubleibt-maintenant-dans-tout-vienne**

Solidarwerkstatt Österreich – collectif : *Lobau: „Wir waren alle ganz baff"*, en ligne : **https://www.solidarwerkstatt.at/verkehr/lobau-wir-waren-alle-ganz-baff**

BERLIN

LE SOL PEUT ÊTRE TRANSFÉRÉ EN PROPRIÉTÉ COMMUNE À DES FINS DE SOCIALISATION

POUR ALLER PLUS LOIN
Le site de l'initiative *Deutsche Wohnen & Co enteignen*: **https://www.dwenteignen.de**

Le 26 septembre 2021, lors d'un référendum historique, les habitant·es de Berlin disaient massivement « oui » à l'expropriation des grandes sociétés immobilières sévissant sur le territoire de la capitale allemande et à la socialisation de quelques 240 000 logements. Mais rien n'est encore gagné et cette lutte n'est que le dernier épisode d'un long combat pour le droit au logement.

Andreas Stathopoulos, Inter-environnement bruxelles

À un moment où les victoires sociales se font rares et où le néolibéralisme poursuit sa course folle, peu importe les crises qui se succèdent et les situations déjà désastreuses qui s'accentuent, nous avons de bonnes raisons de nous réjouir lorsqu'une mobilisation parvient à enrayer la machine. D'autant plus lorsque les « réponses » apportées par le politique aux excès du marché semblent invariablement déboucher sur plus de marché, et que nos sociétés occidentales connaissent un terrible repli réactionnaire.

Le « oui » berlinois va radicalement à contre-courant de ces tendances : il cherche à répondre à la crise du logement en rompant avec la logique marchande, en refusant le mantra du secteur immobilier selon lequel la seule issue possible serait de construire toujours plus pour faire augmenter l'offre, et il oppose la socialisation à la logique de privatisation. La campagne pour l'expropriation a réussi à fédérer largement sur la ville les mouvements pour le droit au logement et à mobiliser la société à travers une revendication à la fois radicale et concrète car elle s'appuie sur la Loi fondamentale allemande.

Cependant, le gouvernement de Franziska Giffey (SPD) semble déterminé à tout faire pour ne pas avoir à mettre en œuvre le résultat du référendum et la campagne s'est désormais déplacée vers le terrain de la confrontation politique et juridique avec le Sénat berlinois et le lobby immobilier. La capacité des berlinois·es à maintenir la pression sur le politique sera sans doute cruciale dans cette bataille.

> Le « oui » berlinois oppose la socialisation à la logique de privatisation.

POURQUOI EXPROPRIER ?

La campagne portée par l'initiative *Deutsche Wohnen & Co enteignen* (Exproprier Deutsche Wohnen & Co, DWE) est loin d'être la première mobilisation pour le droit au logement à Berlin, même si elle dépasse les précédentes par son ampleur et sa capacité à toucher largement la société.

Au cours des dix dernières années et alors que les salaires ont à peine augmenté, les loyers ont doublé, devenant de plus en plus inabordables pour les habitant·es, locataires à plus de 80 %. Les grandes sociétés immobilières comme Deutsche Wohnen, Vonovia, Akelius et d'autres sont les principales responsables de cette explosion des loyers. Promettant de verser des dividendes élevés à leurs actionnaires, ces sociétés ne cessent d'augmenter leurs loyers et d'imposer des pratiques abusives à leurs locataires.

Les Berlinois·es avaient obtenu, en 2020, après des années de mobilisation et un autre référendum, un gel des loyers (*Mietendeckel*). Après la mise en œuvre d'instruments ayant montré leur insuffisance – tels que le *Mietpreisbremse* (frein aux loyers), le *Milieuschutz* (protection de l'environnement urbain) et le droit de préemption – ce gel des loyers était le premier outil capable de réellement entraîner une baisse des loyers. Mais dans un arrêt du 25 mars 2021, la cour constitutionnelle de Karlsruhe avait abrogé la loi berlinoise, considérant que les *Länder* ne sont pas compétents pour prendre ce genre de décisions et qu'il revient au seul gouvernement fédéral de limiter le droit de propriété.

Il est utile de faire ici une petite parenthèse. Cette décision, reposant sur une lecture libérale de la Loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*), pourrait faire penser que nous sommes condamné·es à rester prisonni·ères d'une logique marchande où le droit de propriété l'emportera toujours sur le droit au logement. Or il n'en est rien. Les lois ne sont pas immuables, pas même les Constitutions. Elles varient, tout comme leur interprétation par les tribunaux, selon les époques et les rapports de force.

Malgré les réactions outrées que le *Mietendeckel* a suscitées dans les rangs des libéraux toutes tendances confondues – qui ne sont pas sans rappeler des réactions similaires chez nous dès qu'il s'agit de toucher au sacro-saint droit à la propriété privée –, l'encadrement des loyers n'est pas une nouveauté. Les loyers étaient gelés dans l'ensemble de la RFA jusqu'en 1955. À Berlin-Ouest, cet encadrement du marché locatif dura même jusqu'en 1987 et sa suppression donna lieu à ce que le *Berliner Mieterverein* (la plus grande association de locataires berlinois·es) appela en 2008 la « *dernière grande campagne de politique du logement à Berlin* ».

Néanmoins, cette décision, qui constitue indéniablement une défaite du mouvement et une régression considérable pour le droit au logement, n'eût sans doute pas entièrement l'effet escompté par les député·es CDU et FDP, initiateurs de la plainte. D'une part, les différentes campagnes pour l'encadrement des loyers en Allemagne ont amorcé un important travail de convergence avec comme horizon un gel au niveau fédéral (*Bundesweiter Mietendeckel*). D'autre part, la campagne pour l'expropriation des grands groupes immobiliers, qui avait perdu une partie de son souffle avec l'introduction du gel des loyers, connut un regain de force considérable qui l'amena à prendre une ampleur sans précédent. La réaction de la population semble porter un message très clair : *il faut arrêter la folie des loyers, d'une manière ou d'une autre. Et si nous ne pouvons pas geler les loyers… eh bien exproprions !*

En effet, par leur simple taille, ces grands groupes immobiliers possédant plus de 3 000 logements ont une influence massive sur le marché locatif berlinois puisqu'ils possèdent ensemble plus de 240 000 logements, soit 12 % du parc locatif ! La socialisation de ces logements n'aurait ainsi pas seulement un impact direct sur la vie des locataires directement concerné·es, mais aussi sur tout le marché locatif, faisant indirectement baisser les loyers dans leur ensemble. Par ailleurs, la majorité de ces logements appartenait autrefois au *Land* de Berlin. Il s'agit donc aussi pour les Berlinois·es de reprendre ce qui leur appartient et qui a été bradé au secteur privé par le politique, de reprendre le contrôle de leur ville en somme.

EXPROPRIER ET SOCIALISER

L'article 15 de la Loi fondamentale allemande, sur laquelle repose la campagne, dit que « *le sol* [...] *peut être transféré en propriété commune à des fins de socialisation* ». Ce même article permettrait également l'indemnisation des sociétés immobilières à des valeurs inférieures à celles du marché via un prêt financé par les loyers des appartements socialisés, évitant ainsi de gréver le budget du *Land* de Berlin. Une fois remboursés, ces appartements continueraient à produire des revenus qui permettraient, par la suite, de financer de nouvelles constructions pour continuer à agrandir le parc de logements socialisés.

Par ailleurs, l'enjeu de la socialisation est aussi un enjeu démocratique : dans le secteur privé mais aussi dans le secteur du logement public, les locataires n'ont pratiquement pas voix au chapitre. La socialisation permettra de considérablement augmenter la participation et le contrôle des locataires sur la gestion de leur habitat, car les bâtiments seront transférés vers une institution publique (AöR – *Anstalt öffentlichen Rechts*) gérée avec la participation des locataires. Ainsi, les Berlinois·es revendiquent également leur droit à la ville en matière de politiques urbaines.

UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE

Le mouvement pour l'expropriation est le fruit d'une campagne de longue haleine et d'une mobilisation sans précédent des Berlinois·es. La DWE, à l'origine de la campagne, est une initiative de démocratie directe portée par des individus engagés et des personnes issues d'associations de locataires, de groupes engagés sur les questions urbaines et de partis politiques. Cette campagne est parvenue – malgré leurs différends politiques – à fédérer largement les défenseur·euses du droit au logement, à imposer ses revendications dans le champ politique et à tisser des alliances avec d'autres mouvements comme les *Fridays for future*, les syndicats ou encore les jeunesses du SPD et des Verts.

Les décisions de l'initiative sont prises via des assemblées générales bimensuelles. Il existe ensuite sept groupes de travail qui organisent les différents aspects de la campagne, mais aussi de nombreux groupes de quartier (*Kiezteams*). En tenant des stands, en faisant du porte à porte, en collectant des signatures ou encore en collant des affiches, ces groupes de quartier – auxquels un millier de Berlinois·es ont participé activement – formaient l'épine dorsale de la campagne !

Le texte de la résolution a été soumis en octobre 2018 au Sénat berlinois. Entre avril et juin 2019, une première collecte de signatures – dont l'objectif était d'en récolter 20 000 afin d'initier le processus de référendum – en avait recueilli plus de 77 000. Le Sénat avait alors bloqué le processus pendant plus d'un an. Ce n'est finalement qu'en septembre 2020 – et après des protestations massives – que la pétition a été déclarée légalement recevable. Après quoi, la Chambre des représentants de Berlin avait quatre mois pour traiter la pétition. Cependant, la coalition SPD-Verts-Linke n'avait pas pu se mettre d'accord pour adopter la loi de socialisation réclamée.

En janvier 2021, l'initiative DWE a donc mis en œuvre de la deuxième étape du processus de référendum, une nouvelle collecte de signatures. De février à juin 2021, 359 000 personnes ont signé pour lancer le référendum (175 000 signatures valides étaient nécessaires) !

La première victoire du mouvement a été d'imposer la tenue du référendum du 26 septembre 2021 pour l'expropriation des sociétés immobilières privées possédant plus de 3 000 logements sur le territoire de la capitale allemande. Pour que le « oui » à l'expropriation de Deutsche Wohnen & Co l'emporte, une majorité simple des votant·es et la participation d'au moins 25 % des personnes ayant le droit de vote étaient nécessaires. Les résultats furent au-delà de toutes les attentes : 1 798 308 Berlinois·es (73,5 % des électeur·ices) ont participé au référendum, et 1 035 950 votèrent pour l'expropriation. La victoire fut sans ambiguïté : 57,6 % de « oui » contre 39,8 % de « non » [1].

ET MAINTENANT ?

Suite aux élections qui se tenaient elles aussi le 26 septembre 2021, les Berlinois·es se retrouvent avec un nouveau gouvernement en bonne partie hostile à l'idée de l'expropriation-socialisation, mais chargé de mettre en œuvre le résultat du référendum. En particulier Franziska Giffey, à la tête du SPD berlinois, est connue pour sa proximité avec le secteur immobilier. Pour le gouvernement, par la voix de la bourgmestre-gouvernante, il s'agit à présent de mener une « *enquête juridique sérieuse* » via une commission d'expert·es. Le porte-parole de DWE, Rouzbeh Taheri, a beau déclarer que « *le mandat est clair et sans ambiguïté* », et qu'on peut négocier le « comment » de la socialisation, mais pas le « si », il ne fait pas trop de doutes que le SPD mettra tout en oeuvre pour faire échouer le processus. Et il ne faut pas oublier non plus la réticence des Verts pour qui la proposition de DWE constitue un « dernier recours ».

La commission a commencé à se réunir le 29 avril dernier. Elle compte treize membres, trois pour chaque parti de la coalition, trois pour l'initiative à l'origine du référendum, et sa présidente, Herta Däubler-Gmelin, ancienne ministre fédérale de la Justice pour le SPD. La gauche et les Verts se sont mis d'accord sur leurs six expert·es, le SPD de son côté a choisi de nommer trois opposants déclarés à la socialisation. La commission se donne environ un an pour arriver à ses conclusions et il est clair que la transparence et la publicité des débats – indispensables pour garantir un débat public et éviter que le sujet ne disparaisse petit à petit derrière les portes closes de la commission – seront des enjeux majeurs et donnent déjà lieu à un bras de fer entre les différentes forces impliquées.

> Il est possible de faire prévaloir le droit au logement sur celui à la propriété privée.

Par ailleurs, parallèlement au travail de la commission, le SPD s'empresse depuis le début de la législature à proposer d'autres mesures, dressées en alternatives à l'expropriation, notamment via une « Alliance pour la construction de nouveaux logements et des logements abordables », censée regrouper des représentant·es du politique, du secteur immobilier et des associations de locataires. La proposition principale de cette « alliance » est de mettre en place des procédures facilitées et plus rapides pour l'obtention des permis d'urbanisme, en échange d'une limitation volontaire des loyers par les géants de l'immobilier... Mais cette initiatives semble déjà se dégonfler puisque Vonovia et d'autres ont entre-temps annoncé qu'ils ne se priveront finalement pas d'augmenter les loyers (en invoquant l'inflation et la hausse des coûts et des taux d'intérêts) et que d'autre part le *Berliner Mieterverein* vient de retirer son soutien à l'alliance.

Si le combat n'est pas gagné, rien n'est encore perdu non plus. Et la proposition d'exproprier et de socialiser continue à gagner du terrain. Au point de provoquer une fracture dans les rangs mêmes du SPD berlinois, qui a désavoué ses dirigeant·es lors de son congrès de juin en se prononçant majoritairement en faveur d'une loi d'expropriation-socialisation si la commission devait aboutir à une conclusion positive.

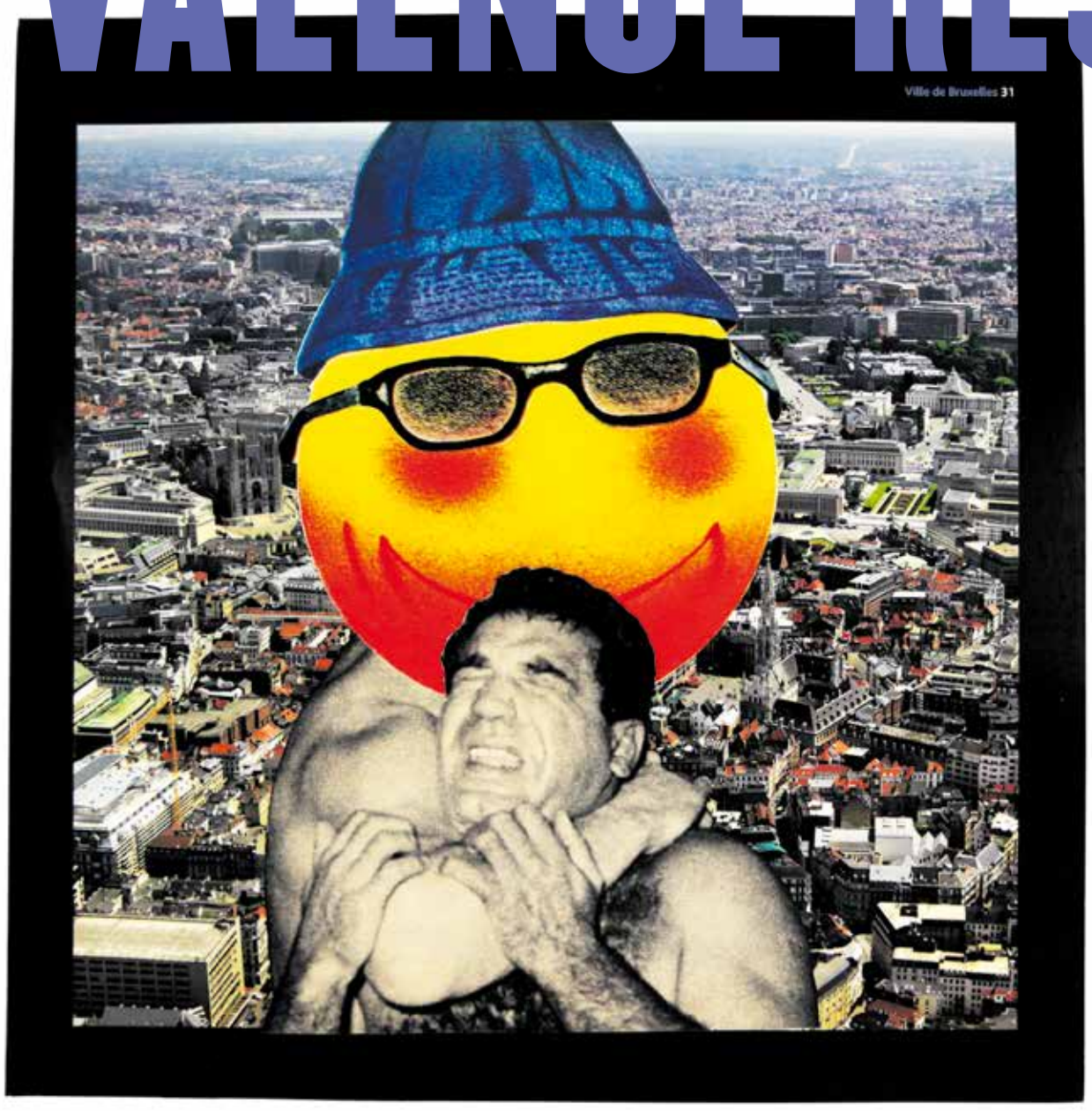
DE BERLIN À BRUXELLES

Quelle que soit l'issue de la lutte des Berlinois·es, elle envoie un signal clair à toutes les villes européennes : il est possible de faire prévaloir le droit au logement sur celui à la propriété privée ! Elle marque l'histoire contemporaine des luttes pour le droit au logement en nous fournissant l'exemple d'une campagne qui est parvenue à mobiliser de larges pans de la société en partant d'un problème quotidien concret et en y proposant une réponse tout aussi concrète qui s'inscrit dans le cadre institutionnel donné sans y sacrifier la radicalité de sa perspective. C'est-à-dire en parvenant à s'ancrer dans le contexte qui est le sien, tout en trouvant un levier capable d'en bousculer le cadre. Cette lutte nous montre aussi à quoi ressemble un réel processus démocratique lorsqu'il est porté par la société plutôt que délégué aux professionnel·les de la politique.

Cela étant dit, Bruxelles n'est pas Berlin. Il existe des similitudes – comme ces quartiers centraux populaires longuement délaissés, ce statut de centre institutionnel et politique, ainsi qu'une flambée des loyers sans précédent –, mais nous ne subissons pas encore à Bruxelles l'influence néfaste de ces immenses groupes immobiliers concentrant à eux seuls une bonne partie du parc de logements. La finaciarisation du logement s'opère ici différemment [2]. De plus, le mouvement pour le droit au logement et l'histoire de nos luttes ne sont pas les mêmes [2]. Aussi – résultat d'une longue politique belge visant à favoriser l'accès à la propriété –, la proportion de locataires est moindre (60 % contre plus de 80 % dans la capitale allemande) et de nombreux ménages bruxellois sont propriétaires-occupants de leur logement... et parfois bailleurs d'un appartement « sur le côté ». Ayant pour le moment été épargné·es par une crise « à l'espagnole » voir p. 16-18, ces « petits propriétaires » servent en quelque sorte de tampons entre locataires et multi-propriétaires. Ceci rend l'articulation des intérêts des uns et des autres complexe, alors qu'il est certain que ces « petits propriétaires » sont socialement infiniment plus proches de la majorité des locataires que de ceux ou celles qui possèdent et qui louent cinq, dix, voire des dizaines de logements. Dans tous les cas, il nous appartient de trouver, à partir des réalités et des luttes qui sont les nôtres, les leviers appropriés pour faire dérailler à notre tour le train néolibéral dans sa course folle. ▼

1. Pour les résultats détaillés du référendum (et des élections) consultez le site du Land berlinois [https://www.wahlen-berlin.de/abstimmungen/VE2021/AFSPRAES/ergebnisse.html].
2. Pour en savoir plus, lire M. AALBERS, *La financiarisation du logement en Belgique et à l'étranger,* RBDH, 2019 [disponible sur http://rbdh-bbrow.be].
3. Sur l´histoire des luttes urbaines bruxelloises, lire notamment *Bruxelles en mouvements* n° 274, « Urbanisme et luttes urbaines. 41 ans, et alors ? » [disponible via www.ieb.be].

VALENCE RÉSISTE



Ce tourisme en pleine expansion représente à la fois une manne et une menace, et ce qui fait « vivre » la ville pourrait bien, à terme, l'étouffer.

Entre intentions louables, grands projets inquiétants et luttes urbaines, la ville de Valence tente d'éviter le piège de la « barcelonisation ».

Isabelle Marchal, Inter-environnement Bruxelles

Moins connue et moins homogène que sa « grande sœur » Barcelone, la ville de Valence attire depuis quelques années un nombre croissant de touristes. Ne s'attendant souvent à rien de bien précis, il·es repartent généralement ravi·es de leur séjour dans cette ville où les époques et les styles, le beau et le délabré, tout et son contraire semblent se côtoyer, voire s'entrechoquer en permanence, créant une énergie de tous les instants y compris chez les habitant·es (sauf naturellement à l'heure – sacrée – de la sieste).

À Valence comme ailleurs, ce tourisme en pleine expansion représente à la fois une manne et une menace, et ce qui fait « vivre » la ville pourrait bien, à terme, l'étouffer. En la matière, Barcelone, avec son développement touristique débridé, fait en quelque sorte office d'exemple à ne surtout pas suivre. Et il faut reconnaître aux actuels locataires de la mairie de Valence un certain nombre d'initiatives intéressantes, pour la plupart héritées ou inspirées de mobilisations citoyennes antérieures, qui dénotent de la volonté de ne pas en arriver là et une attention particulière pour les conséquences du tourisme sur la question climatique. Depuis quelques années, un vaste réseau (160 kilomètres) de pistes cyclables dans et autour de la ville a été mis en place. Et, l'an dernier, Valence s'est dotée d'un outil de calcul de l'empreinte carbone de l'activité touristique, qu'elle a récemment étendu à l'empreinte hydrique du tourisme [1], une première mondiale [2] pour une ville, apparemment.

Voilà pour les bons points. Voyons maintenant les moins bons, ou plutôt, arrêtons-nous sur quelques médailles à décerner aux habitantes et habitants pour des luttes, inspirées et inspirantes, contre des projets imbuvables.

L'une des plus longues et des plus emblématiques résistances à un projet lié au tourisme, à Valence, a duré plus de quinze ans, dans le quartier du Cabanyal, autrefois village du bord de mer habité par les pêcheurs puis, à mesure que ceux-ci devenaient moins nombreux, par des artistes, des alternatifs, des Gitans, des squatteurs, quelques rares fois encore par leurs occupants d'origine ou leurs (petits-) enfants. Voué à être rasé pour faire place à une large avenue permettant d'accéder au plus près de la plage en voiture, le quartier a tenu bon durant dix-sept ans, malgré l'abandon des pouvoirs publics de l'époque, plus intéressés à utiliser l'argent public pour construire, à un jet de pierre de ce quartier, un circuit de formule 1 ou a accueillir l'America's Cup, plutôt que d'entretenir les voiries et les canalisations. Le quartier et ses habitant·es sont restés malgré toutes sortes de tentatives pour les décourager, voire les pousser à partir, en rejetant par exemple systématiquement toute demande de rénovation, ou simplement de remise en état, de leur maison.

Durant toutes ces années, les habitant·es ont donc tenu bon, constitué un collectif Salvem el Cabanyal [3] et multiplié les actions, depuis de simples calicots aux fenêtres à la réalisation, avec des étudiants en cinéma, de courts métrages d'animation et d'une dizaine d'épisodes d'un feuilleton complètement déjanté où iels se mettent en scène en zombies [4], en passant par des fresques murales ou encore, la confection de grands livres en tissu [5], brodés et réalisés entre voisin·es (plus de 400 personnes au total), toutes générations et genres (!) confondus, où

se décline leur volonté farouche de rester vivre dans le quartier. Et comme cette bataille fut aussi juridique, avec de multiples rebondissements un peu comme cela arrive chez nous avec les recours, lorsqu'un arrêté de 2009 donna tort à la Ville et raison au collectif, paralysant (provisoirement) le projet de prolongation de l'avenue, on se retrouva à la chandelle et l'on broda sur un nouveau livre en tissu le texte complet de l'arrêté tant attendu !

Cette lutte historique se termina par la victoire du Cabanyal et l'abandon définitif du projet, grâce au changement de majorité en mai 2015. Le quartier était sauvé, mais au prix du délabrement d'un nombre considérable de ses maisons et jusqu'à l'effondrement de certaines. Presque une victoire à la Pyrrhus, mais une victoire quand même. Cependant une autre bataille allait commencer, plus sournoise celle-là, à mesure que le quartier et les maisons seraient remises en état ou reconstruites : la bataille contre la gentrification et la touristification, indissociablement imbriquées.

> Voué à être rasé pour faire place à une large avenue permettant d'accéder au plus près de la plage en voiture, le quartier a tenu bon durant 17 ans.

Quelque peu freinées « à la faveur » de la pandémie, elles sont reparties depuis et grignotent du terrain. Comme chez nous, après des mois de mesures covid, lorsqu'une latitude plus grande a été accordée aux activités touristiques, il est devenu plus compliqué, vu les circonstances, de porter un discours radical, tant à l'égard du secteur hôtelier que de manière plus générale. Lentement mais sûrement quand même, la critique émerge à nouveau. Et deux projets pas touristiques mais contestables et farouchement contestés, qu'on pourrait comparer à nos PAD (Plans d'aménagement directeur), viennent d'être recalés, preuve que la contestation est toujours bien vivante !

Du reste, même si Valence n'est pas Barcelone en termes de nuisances liées au tourisme, le centre commence à en prendre dangereusement le chemin. Des projets, ou du moins leur annonce, voient d'ailleurs le jour en dehors de la vieille ville et essaiment de l'autre côté de l'ancien lit du fleuve, signe que l'hyper-centre commence à saturer et que le secteur de l'Horeca ne compte pas s'arrêter en « si bon » chemin : on s'en doutait hélas. Ainsi par exemple ce projet de macro-hôtel de 575 chambres [6] dans un quartier très populaire. Sur le pied de guerre dès l'annonce du projet, des habitant·es se sont regroupé·es en assemblée, ont créé un site, et ont rejoint Entrebarris VLC [7], réseau de collectifs et de comités qui relie entre eux plusieurs quartiers de Valence. La résistance s'organise de diverses manières, souvent festives et ludiques [8] : Trivial Pursuit sur le thème de la gentrification, films, marchés, repas, casserolades à répétition sur le lieu du futur hôtel…

Beaucoup moins typique et moins ancien que le Cabanyal, le quartier où s'implanterait ce méga-hôtel partage cependant avec lui son caractère populaire et très soudé. Nul doute que si l'esprit frondeur et l'inventivité déployés pour sauver le Cabanyal servent de source d'inspiration à ses habitant·es, nous devrions voir s'écrire encore de belles pages de luttes urbaines à raconter, qui sait, l'année prochaine, dans une rubrique « Que sont ces luttes devenues ? ». ▼

1. https://fundacion.visitvalencia.com/sites/default/files/media/downloadable-file/files/INFORME%20HUELLA%20DE%20CARBONO%20ACTIVIDAD%20TURI%CC%81STICA%20CIUDAD%20DE%20VALE%CC%80NCIA%20INFORME%20EJECUTIVO%20(5).pdf
2. *Vous connaissez l'empreinte carbone, connaissez-vous l'empreinte eau ?*, RTBF.be, 26 août 2021 [https://www.rtbf.be/article/vous-connaissez-lempreinte-carbone-connaissez-vous-lempreinte-eau-10830016].
3. Site de la plateforme Salvem El Cabanyal : http://cabanyal.com/els-fets/
4. *CABANYAL Z,* « Valence connaît une apocalypse zombie, mais un quartier résiste encore à la destruction totale. Ce n'est qu'à El Cabanyal que tu pourras te sauver »… http://cabanyalz.com
5. Les livres brodés par les habitant·es d'El Cabanyal : https://craftcabanyal.jimdofree.com/
6. http://noalmacrohotelsaidia.es
7. Le site d'Entrebarris, réseau de collectifs et d'associations d'habitant·es de Valence : https://entrebarris.org
8. Pour suivre les dernières actions, consulter le compte twitter de La Saïdia communa : https://twitter.com/la_saidia

> Une bataille plus sournoise allait commencer : celle contre la gentrification et la touristification, indissociablement imbriquées.

ESPAGNE

LA PAH

(PLATAFORMA DE AFECTADXS POR LA HIPOTECA)

À travers les réflexions et les expériences de protagonistes de la PAH, ce texte aborde à la fois la crise du logement, sa violence envers les femmes et comment ces dernières sont parvenues à s'en sortir, moyennant leur auto-organisation dans un collectif qui allie accompagnement social et action politique.

Anouk Devillé, avec Cataline Sénéchal,
Inter-environnement Bruxelles

Ce texte est composé à partir d'un autre, bien plus développé, écrit à quatre mains mais tissé des réflexions et des conversations de huit femmes de la PAH du quartier Vallecas à Madrid : M. E. MINDA et L. M. P. TENHUNEN, *Hasta que caiga el patriarcado y no haya ni un desahucio más*. Il pose un regard féministe sur les processus de lutte pour le droit au logement. Sa version complète est disponible sur le site de la Fondation Rosa Luxemburg : **https://www.rosalux.eu/kontext/controllers/document.php/858.4/5/106080.pdf**

La PAH (Plataforma de Afectado·as por la Hipoteca – Plateforme des victimes du crédit hypothécaire) est née à Barcelone en février 2009 comme une réponse citoyenne à la situation des personnes qui, en raison de la crise de 2008, ne pouvaient plus payer leur crédit hypothécaire et se sont vu réclamer par leur banque une dette très élevée, même après avoir perdu leur logement.

PETITE HISTOIRE DE LA PAH

«Lorsque nous[1] *évoquons la crise hypothécaire espagnole de 2008, nous avons en mémoire la version officielle selon laquelle les banques espagnoles ont été confrontées à un manque de liquidité et l'État espagnol, tout comme l'Union européenne, ont dû les sauver à tout prix de la faillite. Pour les personnes ayant un crédit hypothécaire, la crise de 2008 évoque plutôt de centaines de milliers de crises vitales profondes. Elles ont toutes en commun un même modèle : la perte totale ou partielle d'un emploi, le chômage ou une baisse des revenus. Le premier symptôme visible de la pression à laquelle ces personnes – et en particulier les femmes – ont été soumises fut la souffrance psychologique. Elle s'est manifestée de multiples manières : dépression, insomnie, anxiété, sentiment d'insécurité, peur de l'avenir. L'horizon terrifiant, présent jour et nuit, étant la perte du logement pour cause de non-paiement.»*

Dans de nombreux quartiers de Madrid, la consolidation de groupes de la PAH est reliée directement au mouvement de révolte qui a suivi la manifestation du 15 mai 2011 et dont le slogan était «*Démocratie réelle maintenant. Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers*». Le mouvement du 15M, avec ses

Les sociétés d'emprunt hypothécaire avaient ciblé deux groupes sociaux particulier pour vendre leurs crédits : les migrant·es et les femmes.

occupations de places dans tout le pays, a marqué profondément la société espagnole et les manières de faire de la politique. Après le démantèlement des occupations, une multitude d'assemblées de quartiers sont apparues, organisées autour des revendications de justice sociale et économique.

Dans ces assemblées, des commissions sur le logement se sont organisées pour empêcher les expulsions de familles de leur logement via une pratique de désobéissance civile pacifique: le jour de l'expulsion, entraver l'accès de la police et des huissiers à la porte du domicile, action appelée un «piquet» ou une action «stop expulsion». À partir de 2013, un grand nombre de ces commissions sont entrées dans la coordination de la PAH. Depuis lors, d'autres pratiques se sont consolidées comme l'assistance collective, l'accompagnement et l'action directe, dont les objectifs sont la dation en paiement, la location sociale et l'annulation totale ou partielle de la dette. Aujourd'hui, la PAH est un réseau dense de plus de 220 groupes qui rassemblent des personnes directement touchées par des problèmes de logement et des personnes solidaires. Au fil du temps, celles-ci ont construit une expertise et des savoirs uniques autour de la question du logement.

«Notre mouvement est majoritairement féminin, certaines sont migrantes et d'autres sont nées en Espagne. Certaines connaissent la précarité depuis longtemps, et d'autres y ont été confrontées soudainement. Quelques-unes ont réussi à atteindre une certaine stabilité après avoir lutté mais elles n'ont pas quitté pour autant la PAH.»

Il se fait qu'au cours des années qui ont précédé la crise de 2008 les sociétés d'emprunt hypothécaire avaient ciblé deux groupes sociaux particulier pour vendre leurs crédits: les migrant·es et les femmes. Ils semblaient avoir identifié un besoin de stabilité motivé, par exemple, par la présence d'enfants ou par le symbole d'ancrage dans la société d'accueil que représentait le fait d'être propriétaire d'un logement.

En outre, devenir propriétaire, via un crédit hypothécaire, promettait de réduire les coûts associés au logement, une nécessité pour celles qui supportent la différence salariale liée au genre ou qui envoient des contributions financières aux familles du pays d'origine. Sans accès aux privilèges de classe et de blanchité, menacées par des lois d'immigration toujours plus restrictives, les personnes migrantes sont obligées d'accepter des conditions d'exploitation pour ne pas laisser leur famille à la rue. Le haut risque de non-paiement n'était jamais mentionné ni par la publicité pour ces emprunts hypothécaires ni par les discours publics. Jamais la publicité n'avait mentionné les risques. Au contraire, elle affirmait que le marché immobilier ne «diminuerait jamais», qu'emprunter à 100 % de la valeur d'un bien était donc sans danger. Or, les crédits hypothécaires étaient revendus sur les marchés financiers. Faire des affaires consistait en partie à parier sur leur paiement ou non-paiement, et dans ce dernier cas, récupérer à la fois le logement et encaisser la dette restante.

LES DISPOSITIFS DE LUTTE DE LA PAH

Depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, le réseau de la PAH se structure autour de son assemblée générale et de l'accompagnement.

L'assemblée générale et l'assistance collective

L'assistance collective est la pierre angulaire de l'organisation de la PAH depuis ses débuts. Fruit du travail collectif et volontaire de nombreuses personnes qui ont accumulé une expérience pratique pendant les années de lutte et de l'aide ponctuelle de différents professionnels du monde juridique, la PAH possède une connaissance détaillée de la procédure qui s'initie lors du non-paiement d'un crédit hypothécaire. Ces savoirs collectifs sont partagés lors des assemblées de la PAH, où les personnes arrivées depuis peu et celles qui y participent déjà depuis un moment peuvent expliquer leur problème de logement, leur situation personnelle et transmettre leurs expériences et connaissances acquises lors du processus de lutte. En ce sens, l'assistance collective n'a rien à voir avec une assistance juridique professionnelle basée sur un service contractuel. Comme tout espace de savoirs situés, elle a ses forces et ses faiblesses, mais elle constitue l'élément fondamental de la construction d'un mouvement de base qui cherche l'autonomie par rapport aux savoirs professionnels qui ne sont pas accessibles à tous, et qui considéreraient nombre des batailles que nous avons décidé de mener ensemble comme perdues avant même d'être tentées.

La meilleure manière de défendre le droit au logement de chacun·e, c'est de défendre le droit au logement pour tout le monde.

«L'assemblée est aussi l'espace où nous pouvons penser collectivement les actions et les stratégies à mener. C'est un espace de mise en commun où nous prenons tout·es la parole et où nous apprenons à ne plus avoir honte de notre situation – souvent nous assimilons les problèmes liés au logement à un échec personnel – et où nous comprenons que ceux-ci ont des causes économiques et politiques en marge de ce que nous avons pu faire de manière individuelle. C'est aussi l'espace où nous prenons conscience que, pour faire face à ces problèmes, nous avons besoin les uns des autres. La meilleure manière de défendre le droit au logement de chacun·e, c'est de défendre le droit au logement pour tout le monde. En tant que femmes, nous considérons l'assistance collective comme un espace qui nous apprend à avoir confiance en l'intelligence et au discernement de celles qui luttent depuis plus longtemps. L'une des phrases les plus répétées lors des assemblées d'assistance collective est "tu n'es pas seule". Nous commençons toujours l'assemblée avec le récit d'une d'entre nous qui a reçu une "bonne nouvelle" : une expulsion qui a été empêchée, la signature d'une location sociale…»

L'accompagnement

L'accompagnement est un engagement ponctuel ou à plus long terme qui s'effectue entre une personne qui vient d'intégrer la PAH et une ou plusieurs personnes de l'assemblée ayant une certaine expérience. Ces dernières offrent leur aide pour les négociations avec l'institution bancaire. Avec le temps, les accompagnements se sont diversifiés pour englober d'autres questions liées au problème de logement : faire des démarches administratives comme se domicilier, remettre des documents à la banque ou aux tribunaux, recevoir une aide lors des premières nuits dans une maison récupérée, apprendre à utiliser des ressources sur Internet, etc. *«Dans notre groupe de femmes, nous faisons aussi d'autres types d'accompagnement, comme se rendre à l'hôpital ou chez le médecin. L'accompagnement suppose donc être présent·e sur le plan pratique comme émotionnel. Il requiert et génère de la confiance et montre que chacun·e d'entre nous peut à la fois aider et avoir besoin de l'être.»*

➡

LES OBJECTIFS DE LUTTE

Trois ans après sa création, la plateforme a présenté ses objectifs de lutte pour réformer la législation des hypothèques, garantir le gel des expulsions, la dation contre paiement et la création de logements sociaux.

La dation en paiement

Lorsqu'une personne devient incapable de régler les mensualités de son prêt hypothécaire, le logement est vendu aux enchères. Or, en Espagne, le droit cède la priorité d'achat au principal créancier, donc, ici, aux banques. Mais, entretemps, le marché de l'immobilier, surévalué avant 2008, a subi une chute vertigineuse suite à la crise… L'habitation était donc vendue aux enchères pour une fraction minuscule de sa valeur initiale. Et comme alors les prêts accordés couvraient régulièrement 100 % du prix d'achat, les gens subissaient une forme de double peine : la perte d'un logement et l'endettement à vie.

C'est pourquoi la PAH s'est mobilisée pour l'application du principe juridique de la «dation en paiement». En pratique, il s'agit d'un accord entre le «créancier» (la banque) et le débiteur (le propriétaire) : une dette est entièrement couverte par le «don» du logement. Il n'y a donc pas de vente aux enchères. En appliquant ce principe, des gens perdent la propriété de leur habitation mais redeviennent «libres» d'une dette, qui aurait pesé sinon lourdement sur leur vie.

Toutefois, ce principe n'empêche en rien l'expulsion. C'est pourquoi, en parallèle de la dation en paiement, la PAH milite pour systématiser le mécanisme de «location sociale» des propriétés perdues.

La location sociale

Depuis le début de la crise, la location sociale est l'une des principales revendications, et plus spécialement des femmes de la PAH. Elle permet de continuer à vivre dans le même logement, non plus en tant que propriétaire mais en tant que locataire. Le loyer mensuel est fixé en fonction des revenus de la famille : de préférence entre 10 et 20 %, et en aucun cas plus de 30 % de leurs revenus (limite fixée par l'ONU dans sa définition des locations abusives). La location sociale va souvent de pair avec la dation en paiement. Cependant, la majorité des locations sociales que la PAH signe avec les banques et les agences immobilières proviennent de récupération de logements, propriétés de grands groupes bancaires, immobiliers et fonds vautours, plutôt que de non-paiement de prêts hypothécaires de particuliers.

> *« Nous continuons à nous battre pour définir ce qui devrait être considéré comme une location sociale, en incluant de nouveaux objectifs de lutte, tels que le droit à l'enracinement, afin que le logement social soit proposé dans l'environnement social de la personne ou de la famille. La location sociale est particulièrement importante pour les femmes de notre groupe qui sont mères célibataires, ou chefs de famille et qui doivent assumer seules les frais quotidiens. »*

Pour elles, un loyer réduit et adapté à leurs revenus représente une amélioration substantielle de la qualité de vie, car il réduit leur dépendance à l'égard des salaires (elles peuvent donc choisir un peu plus le type d'emploi et les horaires de travail qu'elles souhaitent) et à l'égard d'un partenaire.

Remise de dette

L'annulation de la dette peut être totale ou partielle. Elle implique une lutte intense et inlassable. Les annulations partielles sont évidemment plus faciles à obtenir que l'annulation totale. Loin de supposer un geste de bonne volonté de la part des entités bancaires créancières, l'annulation partielle signifie un léger ajustement des rapports de forces entre les personnes endettées et les entités créancières. De fait, la situation aurait pu être bien différente si la politique du gouvernement espagnol avait eu comme objectif le sauvetage social et non le sauvetage des banques. L'Islande en est un exemple.

NOS EXPÉRIENCES, NOS VOIX À LA PAH VALLEKAS

> *« Au sein de la PAH Vallekas, quartier de Madrid, nous organisons chaque semaine des accompagnements et le dépôt de documents aux agences bancaires, aux tribunaux ou aux services sociaux. Nous convoquons des piquets "stop expulsion" pour éviter une expulsion. Arrêter une expulsion, en plus d'éviter que les personnes terminent à la rue, permet de gagner du temps pour continuer à faire pression qu'une alternative soit trouvée, par exemple rester dans le même logement avec un loyer social. Nous organisons aussi des campagnes sur les lois concernant le logement ou contre les banques et les fonds spécifiques qui expulsent quotidiennement (Sareb, Bankia, Cerberus…). De cette manière, nous rendons visible l'énorme quantité de personnes expulsées par une entité en particulier. Ainsi, la Sareb et Bankia, pourtant reconnues et soutenues par de l'argent public, expulsent tout autant que des banques et des fonds privés, ou que des fonds vautours comme Blackstone et Cerberus, qui ne font que spéculer et payent très peu d'impôts. Dans le cadre de la campagne "Œuvre sociale" de la PAH, nous récupérons des logements vides, propriétés de banques, de grandes sociétés immobilières et de fonds d'investissements pour y loger les personnes et les familles qui ont perdu leur logement. Beaucoup d'entre nous sont arrivé·es à la PAH presque sans pouvoir parler de ce qui nous arrivait. S'il est difficile d'évoquer nos situations de crise de logement, nous savons que d'autres éléments de notre histoire personnelle sont également à l'œuvre dans ce "ne pas pouvoir". L'insécurité, la honte et tant d'autres sentiments sont aussi des symptômes de nos voix étouffées sous le patriarcat. Ce n'est pas par hasard qu'à la PAH nous exigeons que chaque personne affectée se présente en arrivant à l'assistance collective : mettre des mots sur ce que nous vivons comme un échec de notre projet de vie personnel est le premier pas à faire. Et une fois que la décision de se battre est prise, cette voix ne reste plus en nous, elle prend force pour arriver jusqu'aux oreilles des banquiers, des fonctionnaires, des juges et des politiques en place. La voix que nous trouvons dans la lutte est toujours chorale, collective : enrichie par les voix des autres. »* ▼

1. Le «nous» qui apparait régulièrement dans l'article, rend compte de l'expérience des deux autrices, Myrian Espinoza Minda et Lotta Meri Pirita Tenhunen, en conversation avec le Groupe de femmes de la PAH Vallekas.

De fait, la situation aurait pu être bien différente si la politique du gouvernement espagnol avait eu comme objectif le sauvetage social et non le sauvetage des banques.

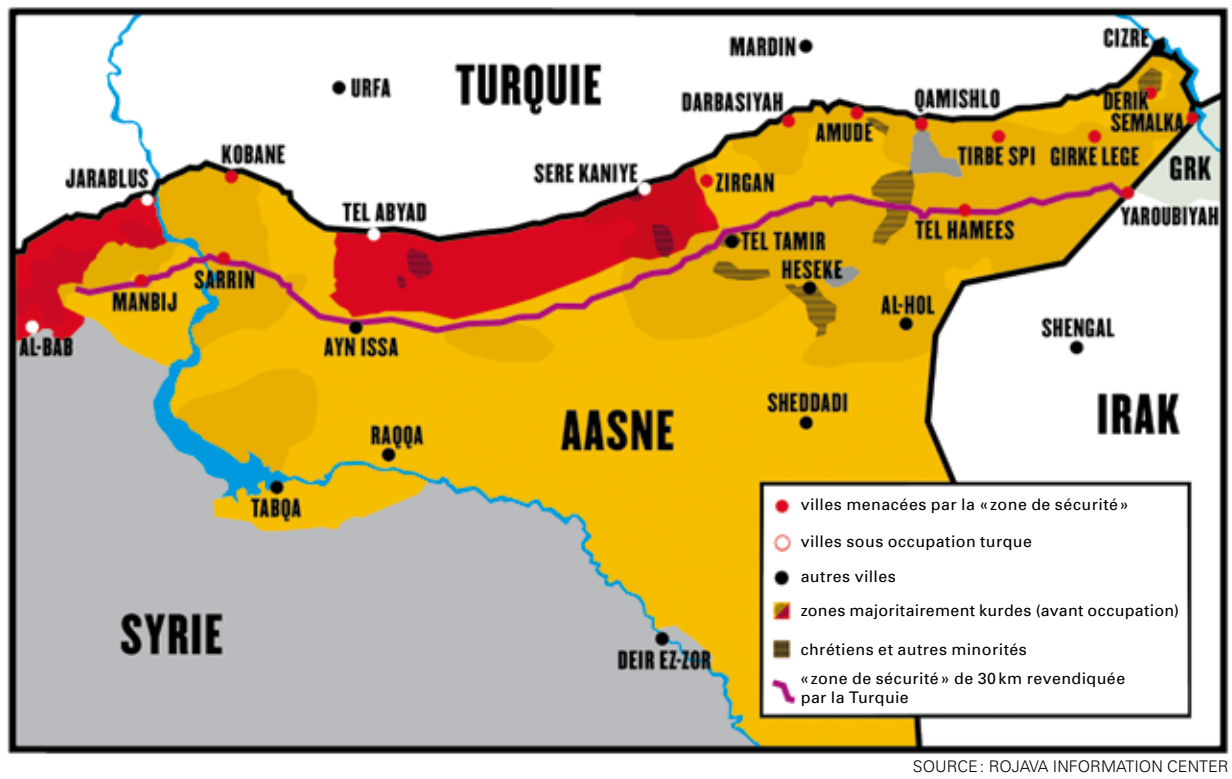
CONSTRUIRE L'AUTONOMIE LE ROJAVA

En 2014, le Rojava – la partie syrienne du Kurdistan – faisait la une des médias à travers le monde. Durant la bataille de Kobanê, les jeunes combattantes des YPJ participaient à la défaite de l'État islamique, sous le regard fasciné des journalistes occidentaux. Depuis, dans l'ombre du silence médiatique, le Rojava poursuit son projet politique : libération des femmes, écologie sociale, démocratie radicale. Quartier par quartier, village par village, la population y concrétise le « confédéralisme démocratique ». Excursion dans une région oubliée par l'Occident.

Lisa Michel

Le projet d'autonomie politique du Rojava est obstinément ignoré par les puissances mondiales. Seul le parlement catalan a reconnu son administration autonome, dans une motion votée en octobre de l'année dernière. Pourtant, depuis 2012, cette région du Nord-Est de la Syrie a acquis une autonomie de fait, se libérant du contrôle du régime syrien. Dans les tumultes du printemps arabe, quand des manifestations ont éclaté à travers le pays, les villes kurdes dans le nord du pays ont rejoint le soulèvement. Il y avait de quoi. Durant des décennies, les Kurdes de Syrie ont subi la répression du régime ba'athiste (socialiste et nationaliste arabe) au pouvoir en Syrie depuis 1970. Dès 2011, des milices se forment qui, à partir de 2012, permettront de repousser l'armée syrienne. Dès lors, le retrait de l'armée et de l'administration de l'État syrien laisse place à une nouvelle forme d'organisation politique. Sous l'impulsion du PYD (Parti de l'union démocratique), qui bénéficie d'un large soutien populaire dans la région, mais surtout du TEV-DEM (Mouvement pour une société démocratique), des institutions de démocratie de base voient le jour. Le projet derrière ce processus est le confédéralisme démocratique, inspiré du leader politique kurde Abdullah Öcalan. Ce paradigme définit l'organisation locale comme l'un des piliers du nouveau système politique, à côté de l'organisation autonome des femmes, des jeunes, des différents groupes ethniques qui composent une région et différentes organisations de la société civile (syndicats, associations…). Ces autonomies sont vues comme nécessaires pour assurer la libération des femmes – et donc mener à la libération de la société tout entière – et pour protéger la diversité linguistique, culturelle et religieuse de la région. Depuis, le Rojava est devenu synonyme d'un projet révolutionnaire unique au Moyen-Orient et dans le monde.

> L'idée est de replacer la pratique politique aux mains de la société et de lui rendre le pouvoir sur les différents domaines de sa vie.



SOURCE : ROJAVA INFORMATION CENTER

Actuellement, l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (AASNE, nom officiel de la structure politique qui gouverne le Rojava) couvre une région multiethnique et multiconfessionnelle comptant entre 4 et 5 millions d'habitant·es. En 2014, elle a adopté son premier contrat social [1], une sorte de Constitution définissant les règles fondamentales de ce nouveau système politique. Si cette région est désormais en grande partie autonome de l'État syrien, le processus de construction politique avance à tâtons, sous la pression des guerres et la menace permanente d'une nouvelle invasion turque. ➡

LES COMMUNES, PILIERS DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Le fondement de cette construction démocratique radicale, ce sont les assemblées de quartier, appelées « communes » au Rojava. Dans le contrat social de 2016, celles-ci sont définies comme « *la forme organisationnelle de base essentielle de la démocratie directe* ». Ces assemblées, réunissant entre 100 et 200 familles, ont pour fonction de prendre en charge tous les problèmes collectifs qui peuvent être résolus à leur échelle. L'idée est de replacer la pratique politique aux mains de la société et de lui rendre le pouvoir sur les différents domaines de sa vie.

Cette réappropriation s'opère à travers différentes aires d'organisation, par le biais de commissions. Les trois premières, que chaque commune est censée mettre sur pied, concernent :

- l'autodéfense et la protection de la commune, via les HPC (voir plus bas),
- l'éducation « populaire » pour les membres de la commune, en partant de l'idée qu'il n'y a pas de révolution sans transformation des mentalités et pas de lutte sociale sans compréhension du système de domination (ici la « modernité capitaliste »). Ainsi, la commission d'éducation peut organiser des séries de formations politiques, mettre les membres de la commune en lien avec les académies qui existent à travers toute la région, demander l'organisation d'une formation d'alphabétisation pour les femmes, etc.,
- la résolution des conflits au sein des familles de la commune et entre celles-ci par la recherche de consensus, pour aboutir à une réconciliation ou au renvoi vers les institutions judiciaires compétentes si nécessaire. La nécessité de cette commission part d'un constat simple : la pratique démocratique est impossible si le respect mutuel et la capacité d'entendre l'autre sont absentes.

Au-delà de ces trois fondamentaux, il est fréquent de voir les communes organiser des commissions supplémentaires concernant notamment la santé – dont l'objectif sera d'assurer que la population ait accès aux soins les plus basiques, entre autres par l'auto-formation aux gestes médicaux primaires – ou encore l'économie. Ainsi, dans le contexte de pénurie que connaît la région, la commune permet d'organiser l'accès à certains biens de première nécessité, comme l'électricité. Au niveau du Nord-Est syrien, une grande partie de l'électricité est produite par des centrales hydroélectriques installées le long de l'Euphrate. Or, une série de méga-barrages du côté turc de la frontière réduit drastiquement le flux du fleuve à son entrée en Syrie, ce qui a un impact direct sur la production d'électricité dans la région. Face à ce problème structurel, la commune offre un cadre aux habitant·es pour organiser l'acquisition de générateurs qui peuvent pallier les coupures d'électricité. C'est aussi via la commune que sont distribués les biens subventionnés par l'AASNE : le pain et le diesel.

En pratique, le fonctionnement des communes varie fortement d'une ville, d'un village et d'un quartier à l'autre. Idéalement, chaque quartier est composé de plusieurs communes. La ville de Dêrik compte, par exemple, 44 communes dont chacune rassemble entre 120 et 150 familles. Toutes les communes nomment deux coprésident·es, qui vont être les personnes référentes pour les membres des assemblées au niveau supérieur : un homme et une femme. Le principe de coprésidence mérite un mot d'explication. En effet, celui-ci est appliqué à travers toutes les institutions politiques au Rojava. Il prescrit que deux personnes assument ensemble la présidence de l'institution, et au moins l'une d'entre elles doit être une femme. Ce principe permet à la fois d'éviter que le pouvoir se concentre entre les mains d'une seule personne, et assure que les femmes sont incluses dans toutes les décisions collectives.

Deux personnes assument ensemble la présidence de chaque institution, et au moins l'une d'entre elles doit être une femme.

En tant qu'organisation démocratique de base, la commune vit et meurt avec l'implication de ses habitant·es. Sa formation peut être stimulée et encouragée, mais en aucun cas elle ne peut être imposée par le haut. Dans le cas de Dêrik, il s'agit d'une ville située dans une région majoritairement kurde et connaissant un ancrage de longue date du mouvement kurde. Beaucoup de familles étaient acquises au modèle du confédéralisme démocratique bien avant la révolution en 2012. Avant les soulèvements de 2011, des communes s'organisaient déjà clandestinement, et leur officialisation et leur pratique après 2012 pouvaient ainsi s'appuyer sur une certaine expérience, en tout cas sur un soutien populaire. La situation est tout autre dans des régions qui ont été intégrées à l'Administration autonome plus récemment, suite aux campagnes militaires contre l'État islamique jusqu'en 2019. En même temps, les communes telles qu'elles sont conçues par le confédéralisme démocratique sont proches des structures démocratiques ayant vu le jour avec le printemps arabe à travers les villes syriennes, avant d'être violemment écrasées par le régime de Bachar al-Assad. Certain·es activistes s'y étant investi·es ont poursuivi leur engagement dans le cadre des communes, notamment dans les régions majoritairement arabes de l'AASNE.

L'AUTODÉFENSE : PROTÉGER SON QUARTIER

La question de l'autodéfense se pose de manière très concrète au Rojava : face aux attaques constantes de l'État islamique qui continue à perpétrer des attentats dans la région via des cellules dormantes, face aux menaces d'invasion imminente de l'État turc, l'autodéfense constitue un enjeu de survie évident. Mais, au-delà de la situation de guerre, l'autodéfense occupe aussi une place centrale dans le projet du confédéralisme politique, comme dévolution du pouvoir au peuple.

Les forces d'autodéfense sont organisées à trois niveaux : la protection des frontières est assurée par les Forces démocratiques syriennes (FDS). Il s'agit d'une coalition militaire qui rassemble différents bataillons, dont les YPG/YPJ, au niveau de l'ensemble du Nord-Est syrien. Là aussi, des efforts de décentralisation du pouvoir peuvent être constatés. Les FDS ont soutenu la formation de conseils militaires locaux qui peuvent être tenus responsables de leurs actes par la population locale. La sécurité intérieure est assurée par les Asayish. Elles gardent notamment les check-points qui ponctuent les routes du Rojava, et sont chargées de prévenir et de répondre aux attaques de l'État islamique, elles gardent les prisons et assurent le contrôle de la circulation. Les membres des Asayish doivent être issus de la zone territoriale dans laquelle ils et elles travaillent afin de garder un contrôle social. Si un membre Asayish commet une erreur, alors cela sera vite su par la communauté, qui peut alors lui demander des comptes.

Enfin, il y a les HPC (*Hezên Parastîna Civakê*, Forces de défense civile). Celles-ci sont formées par des volontaires au niveau communal. Elles se chargent du service de sécurité lors d'événements publics, tels que les manifestations et les fêtes, assurent des rondes dans leur quartier, gardent la plupart des bâtiments publics, hôpitaux et autres et assument certaines positions et tâches dans les situations de guerre. Elles fonctionnent aussi comme potentiel contre-pouvoir aux FDS et Asayish puisque ces forces-là ne disposent pas du monopole des armes : via les HPC, la société civile est également armée. Les femmes des HPC-Jin – généralement des mères de famille – disposent d'une arme à la maison et savent l'utiliser en cas de besoin.

UNE ÉCONOMIE COOPÉRATIVE

Pour comprendre le système économique au Rojava, il faut tout d'abord tenir compte de la situation dont l'AASNE a « hérité » en 2011-2012 : le Nord-Est de la Syrie s'était vu accorder le rôle de grenier à blé du pays, fournissant en matières premières le reste de l'économie nationale. Des champs de pétrole abondants dans les régions de Jazira et Deir-ez-Zor concentrent l'essentiel des réserves et de la production du pays. Une bonne partie de ces ressources agricoles et pétrolières était propriété d'entreprises nationales, mises en place par le régime syrien. À partir de 2011, avec la progressive prise de contrôle sur le territoire par les forces d'autodéfense, ces ressources sont passées aux mains de l'Administration autonome. Si, à l'heure actuelle, divers secteurs économiques sont encore régis par un système de propriété privée des moyens de production, il s'agit presque uniquement de petites et moyennes entreprises (construction, commerce de détail, manufactures, etc.). En revanche, les ressources dont dispose l'AASNE lui offrent un levier pour orienter l'économie vers la forme de production qu'elle voudrait voir se généraliser sur l'ensemble de son territoire : une économie coopérative et communale, avec coordination et mutualisation des ressources au niveau inter-régional.

> Ce mécanisme assure aux femmes non seulement le pouvoir décisionnel sur toutes les affaires qui les concernent, mais permet aussi d'éviter qu'une femme se retrouve isolée face à un pouvoir masculin.

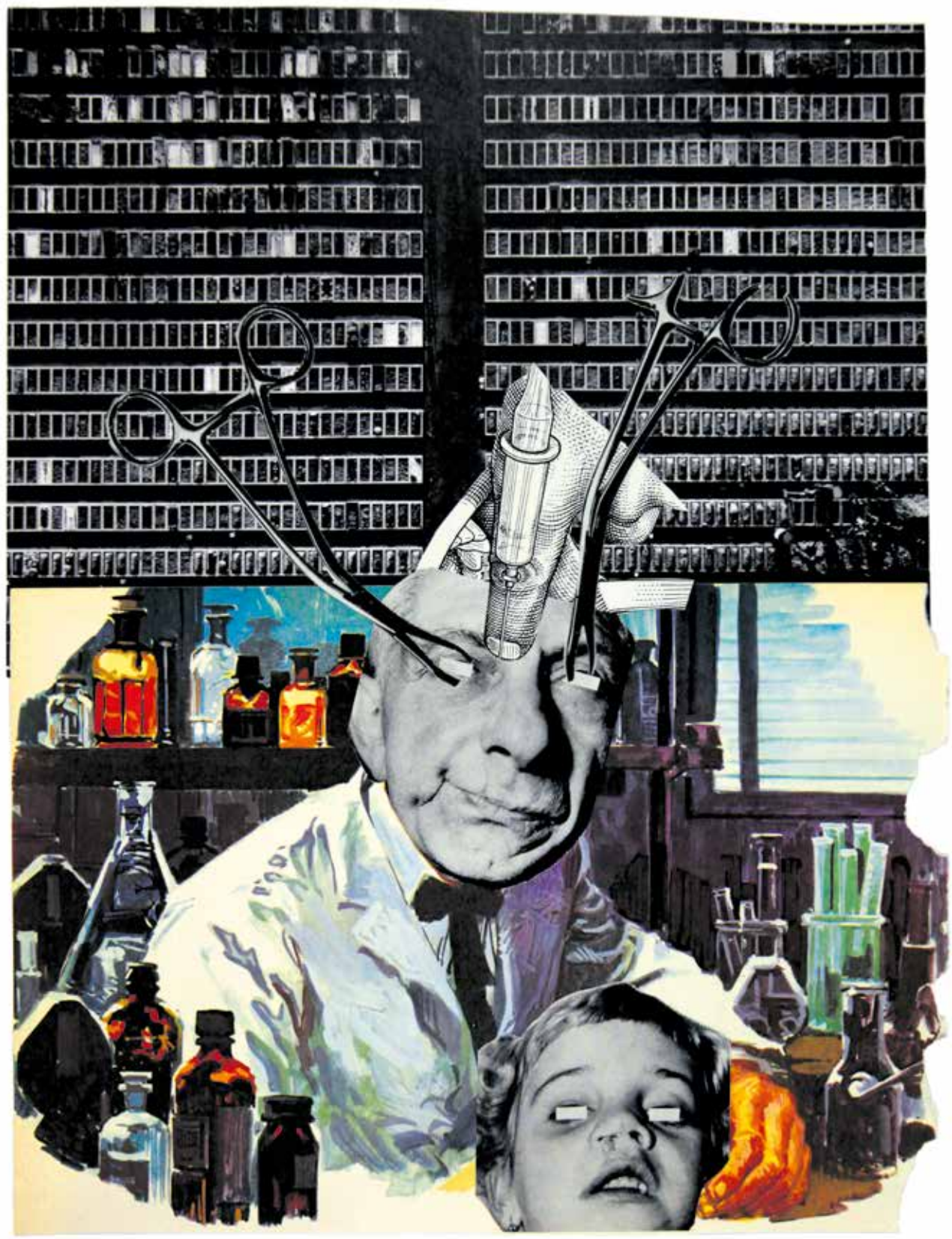
La création de coopératives est un processus lent et laborieux qui demande un travail d'éducation politique et de formation professionnelle. Ce travail est pris en charge par l'Union des coopératives, mais aussi par l'organisation d'économie des femmes *Aboriya Jin*, qui se dédie à construire l'indépendance économique des femmes au Rojava. Lorsqu'une coopérative se forme, elle reçoit du soutien matériel de la part de l'AASNE. Dans le cas d'une coopérative agricole par exemple, des terres arables sont mises à sa disposition, et elle peut recevoir du soutien pour l'acquisition d'outils de travail ou de semences. La question de l'autonomie alimentaire et productive restant cruciale, les comités d'économie des différentes régions développent aussi des espaces de production planifiés (comme une usine de textile ou des exploitations agricoles) qui emploient des travailleurs et travailleuses, dans des conditions respectant les réglementations relatives au travail qui peinent à être appliqués dans le secteur privé.

Mais un important levier économique échappe au contrôle de l'Administration autonome : la monnaie en cours reste la livre syrienne. L'inflation galopante de ces dernières années n'a donc pas épargné le Rojava, même si, par rapport au reste du pays, ses pires répercussions ont pu y être atténuées grâce aux politiques de régulation des prix de certains biens de première nécessité (pain, diesel, sucre, farine...). À l'inflation s'ajoute l'embargo partiel que subit la région, l'occupation d'une partie de ses terres par la Turquie suite à plusieurs invasions entre 2016 et 2019, ainsi que les menaces perpétuelles d'une nouvelle invasion. Si tous ces éléments constituent des freins importants à l'amélioration de la situation économique, ils confortent également l'Administration autonome dans son aspiration à l'indépendance économique et l'autosuffisance alimentaire.

AUTONOMIE DES FEMMES

La forme d'autonomie la plus importante du système politique reste celle des femmes. De fait, lorsqu'au Rojava il est question d'organisation « autonome » (*xweser* en kurde, littéralement « sa propre tête »), c'est celle des femmes qui est entendue. Ce principe est au cœur du confédéralisme démocratique et traverse toutes les institutions qui sont mises en place dans ce cadre : toutes les femmes sont organisées dans leur propre structure *xweser*, qu'elles soient travailleuses et étudiantes de l'université du Rojava, combattantes du bataillon arménien, membres féminines des Asayish ou du Conseil exécutif de l'AASNE. Ce mécanisme assure aux femmes non seulement le pouvoir décisionnel sur toutes les affaires qui les concernent, mais permet aussi d'éviter qu'une femme se retrouve isolée face à un pouvoir masculin. Sur le plan territorial, cette autonomie des femmes s'est concrétisée dans le village de Jinwar, qui a été inauguré en 2018. La trentaine de maisons disposées en triangle accueille des femmes (et leurs enfants) qui ont fait face à des violences conjugales ou familiales, qui ont perdu leur mari dans la guerre ou qui ont fait le choix de refuser le modèle familial traditionnel pour préférer une vie communale entre femmes. Les habitantes cultivent les terres agricoles autour du village, ont créé leur boulangerie et disposent d'une académie où elles organisent des formations. Le village accueille également un centre médical qui est ouvert aux habitantes, mais aussi aux femmes des villages environnants. Les hommes sont autorisés dans le village en journée, mais ne peuvent y passer la nuit. Jinwar est un lieu unique en son genre pour le moment, mais d'autres villages de ce type sont en cours de planification suite à l'enthousiasme qu'il a généré pour des femmes de toutes les régions. ➡

Erdoğan a annoncé de nouvelles invasions pour étendre les territoires que la Turquie occupe déjà dans le Nord-Est syrien.



LE ROJAVA MENACÉ

Le Rojava est une expérience historique, seule révolution que le XXIe siècle a vu naître jusqu'à maintenant. Par conséquent, il s'agit d'un processus d'apprentissage pour toutes les personnes et organisations impliquées, un projet en perpétuelle évolution. Ainsi, le contrat social de 2016 devrait prochainement être renouvelé, apportant des changements importants au fonctionnement politique actuel, sur la base des expériences positives mais aussi des erreurs qui ont été faites jusqu'à maintenant. Cette expérience souffre néanmoins de l'hostilité des pouvoirs qui l'entourent. Le régime syrien ne souhaite pas voir prospérer une telle autonomie sur son territoire, qui remet en cause les fondations nationalistes de son État – bien qu'il n'ait pour l'instant pas la force pour la démanteler. Du côté turc, Erdoğan a annoncé de nouvelles invasions pour étendre les territoires que la Turquie occupe déjà dans le Nord-Est syrien : à l'appui de cartes redessinées, le président turc illustre son ambition d'envahir une bande de 30 kilomètres le long de la frontière avec la Turquie. Ces menaces sont a situer dans le contexte politique turc, où l'État, sous la direction d'Erdoğan, a dérivé vers un régime de plus en plus autocratique et répressif, notamment envers les mouvements et activistes kurdes et féministes. L'autonomie démocratique, basée sur des idéaux de libération des femmes et d'amitié entre les peuples, qui se construit le long de ses frontières constitue une véritable menace contre son propre modèle national fascisant. Nous pouvons craindre que, alors que la Turquie s'embourbe dans une crise économique grave, Erdoğan veuille s'attribuer une victoire militaire en envahissant de nouveau le Rojava, juste avant les élections présidentielles de 2023. Face à une telle ambition, la défense du Rojava et de cette alternative radicale au système capitaliste repose aussi sur la mobilisation des forces solidaires ici, en Europe, et leur capacité à s'opposer fermement à toute forme de collaboration avec l'État turc dont les États européens se rendent coupables. ▼

1. Le contrat social actuellement en vigueur date de 2016. Une version anglaise est accessible sur le site du Rojava Information Center [https://rojavainformationcenter.com/background/political-system-documents]. Or, au vu des changements qui se sont produits dans la région depuis 2016 – notamment l'intégration de régions majoritairement arabes –, un nouveau contrat social est en cours d'écriture et devrait entrer en vigueur cette année.

POUR ALLER PLUS LOIN

La construction du système démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est, dossier du Rojava Information Center, mars 2020. Le Rojava Information Center est un collectif de journalistes basé à Qamishlo au Rojava, qui produit régulièrement des dossiers thématiques sur le système politique et l'actualité dans le Nord-Est de la Syrie. La plupart de ses écrits sont en anglais, mais ce dossier a également été traduit en français. **https://rojavainformationcenter.com/2020/03/dossier-la-construction-du-systeme-democratique-de-la-syrie-du-nord-et-de-lest/**

Nous vous écrivons depuis la révolution – récits de femmes internationalistes au Rojava, ouvrage collectif, éd. Syllepse, 2021.
Ce livre est une collection de témoignages, d'extraits de journal intime, de dialogues racontés par un collectif de douze femmes qui se sont rendues au Rojava. Une première partie présente l'histoire de la région, ancienne et récente, et permet donc une entrée en la matière pour les novices.

La Guerre des filles, Mylène Sauloy, Arte documentaire, 2016. Ce documentaire retrace l'histoire du mouvement des femmes kurde, depuis ses origines jusqu'à la révolution du Rojava. Il dessine le portrait de certains personnages emblématiques, comme Sakine Cansiz, cofondatrice du PKK. Le film offre une bonne introduction pour qui voudrait en savoir plus sur le mouvement derrière la révolution.

Le site du réseau de solidarité *Serhildan* informe sur l'actualité au Kurdistan et sur les campagnes de soutien en cours : **https://serhildan.org/**

LES YOUNG LORDS

GAGNER LES INSTITUTIONS À SA CAUSE

Ce texte est un résumé l'article de Benedikte Zitouni: *Enquête sur une lutte: les Young Lords de New York (1969-70)*, 2014 [https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:221415].

Entre 1969 et 1970, un groupe d'étudiants révolutionnaires américains, d'origine portoricaine, a mis en œuvre des actions dont on dirait aujourd'hui qu'elles furent des pratiques d'écologie urbaine.

Matthias Förster, Inter-environnement bruxelles

Ce groupe se battait contre l'oppression des Portoricains et la gentrification de leur quartier. Il était la branche new-yorkaise de la Young Lords Organisation (YLO), une organisation née six mois plus tôt d'une alliance latino-afro-américaine avec les Black Panthers.

D'abord, à l'été 1969, les Young Lords décident de prendre en main le nettoyage des rues de leur quartier, El Barrio, le ghetto portoricain de New-York. Ils sont rejoints par des habitants. Leur initiative souligne l'abandon du quartier par la Ville et les conditions de vie exécrables : « *Le gouvernement nous oblige à vivre comme des cafards* », disent-ils. Le refus de la mairie de leur octroyer des balais supplémentaires déclenche plusieurs jours de blocage de routes et une émeute. À la suite de quoi, la Ville relancera, quoique temporairement, son service de ramassage des poubelles.

Pendant l'hiver 1969-70, ils demandent à une église du quartier de pouvoir utiliser ses locaux en dehors des heures de service. Le pasteur refuse, ils l'occupent et la rebaptisent l'Église du peuple. Ils y offrent des petits déjeuners, organisent des cours de contre-histoire, de poésie... Un service médical est organisé, cogéré par des alliés médecins et infirmiers. Ils proposent notamment la détection de maladies liées à l'intoxication au plomb, le traitement des morsures de punaises ou de rats. Après onze jours, l'occupation prend fin avec son évacuation par la police.

Au printemps-été 1970, en résonance avec les Free Clinics ouvertes par les Black Panthers, naît dans les hôpitaux du Bronx et du Lower East Side le Health Revolutionary Unity Movement. Celui-ci s'affilie aux Young Lords. S'amorce alors une campagne de détection de la tuberculose dans le quartier. Les Youngs Lords envoient les testés positifs à l'hôpital pour confirmer le diagnostic. Devant la résistance des hôpitaux à accueillir ces patients, les Young Lords s'y rendent, expliquent la situation et organisent des manifestations jusqu'à ce que, finalement, un hôpital du Bronx accepte d'ouvrir ses portes le temps de la campagne.

> Tout au long de leur parcours les Young Lords n'ont cessé de revendiquer « le contrôle communautaire de nos institutions et de nos terres ».

Dans la continuité, les Young Lords, après avoir demandé des bus équipés pour la détection de la tuberculose, finissent par en réquisitionner un pour la journée. 1000 personnes sont testées en un jour. Dans le même temps, les Young Lords organisent un « bureau des plaintes » dans un hôpital du Bronx, et occupent pendant douze jours le service administratif pour demander de meilleures conditions de travail et la participation des patients et des travailleurs au conseil d'administration.

Enfin, à l'automne 1970, suite à la mort d'un des leurs à la Maison de détention pour hommes de Manhattan (officiellement un suicide le premier soir de son incarcération), les Young Lords sortent armés dans la rue pour rejoindre la marche funéraire rassemblant plus de 2000 personnes... Ce «suicide» se produit peu après une émeute dans la prison, les mutinés exigeant de meilleures conditions de vie : « *Nous faisons l'émeute à cause de la puanteur et de l'odeur nauséabonde des cafards, des fourmis et des puces. Et à cause de la nourriture, de la bouillie qu'ils nous servent.* » La marche funéraire se termine par l'occupation d'une église qui sera la seconde Église du peuple. Un centre d'aide et de documentation légale sur la prison y est ouvert mais les habitants ne sont plus au rendez-vous.

Après cette action, les Young Lords périclitent pour des raisons variées et qui diffèrent selon les commentateurs : organisation en parti marxiste-léniniste trop éloignée des réalités du quartier, essoufflement, pression du FBI,... Néanmoins, revenir sur leurs expériences invite à considérer notre relation aux institutions, qui sont (parfois) et peuvent être le niveau d'organisation qui rend possible des réseaux élargis de solidarité. Tout au long de leur parcours, les Young Lords n'ont cessé de revendiquer « le contrôle communautaire de nos institutions et de nos terres ». En pratique, ils ont essayé de travailler avec les institutions défaillantes, non pas pour les conquérir, mais les «gagner à leur cause», trouvant parfois des alliés insoupçonnés, et forçant parfois la porte des alliances. ▼

POUR ALLER PLUS LOIN

C. RICHARD, *Young Lords – Histoire des Black Panthers latinos (1969-1976)*, éd. l'Échappée.

Limiter l'indexation des loyers est possible, légal et réaliste

➪ Alors que l'actualité politique bruxelloise de ces derniers mois est bousculée par la question de la très forte indexation des loyers – on parle tout de même de 8,3 % d'augmentation en juin ! – le monde associatif et syndical s'est mobilisé pour rappeler qu'il ne s'agit pas d'une fatalité et qu'un peu de courage politique pourrait limiter cette indexation qui poussera encore davantage de ménages bruxellois vers la précarité.

Il n'est plus nécessaire de dresser le tableau alarmant de la situation du logement en Région bruxelloise. Tout le monde s'accorde sur le fait que cette situation est intenable pour la majorité des ménages. Dans ce contexte, il devient urgent de prévoir un encadrement strict des loyers. Cela doit commencer par une meilleure application de la législation en vigueur, mais aussi via de nouvelles mesures permettant de limiter la super-rente des bailleurs.

Cependant, d'ici à ce que ce plus strict encadrement des loyers puisse être mis en place – ce qui risque de prendre des années – il est urgent de stopper la hausse actuelle des loyers. S'il est sans doute difficile d'imposer une baisse des loyers, il est relativement simple de mettre en place des mesures qui limitent leur hausse[1].

Dans ce contexte, la proposition de la secrétaire d'État Ben Hamou de limiter l'indexation des loyers à maximum 2 % est un pas dans la bonne direction. Pour rappel, cette proposition remonte au mois de février déjà. Elle avait reçu un accueil plutôt favorable à l'exception de l'Open VLD et surtout de DéFI qui avait remis en question jusqu'à la légalité d'une telle approche. La consultation de plusieurs avis juridiques a permis de confirmer que non seulement la Région bruxelloise est bien compétente pour légiférer sur cette question, mais qu'en plus de sa légalité ce mécanisme de « gel des loyers » a déjà été appliqué à plusieurs reprises dans le passé. La mesure a donc été soumise à nouveau au gouvernement bruxellois au mois de juin.

La Plateforme logement, dont fait partie IEB, s'est mobilisée pour rappeler l'importance de faire passer cette mesure. Notamment à travers une carte blanche rassemblant près de 40 organisations signataires et publiée le 3 juin. Des actions ont aussi été menées auprès de DéFI et, finalement, la Plateforme a été auditionnée par le gouvernement bruxellois pour rappeler les enjeux qui traversent le secteur du logement à Bruxelles. De nombreux arguments et contre-arguments techniques ont été développés et suffisamment diffusés pour qu'il ne soit pas utile de revenir dessus ici. Ce qui semble nécessaire, cependant, c'est de redire haut et fort que la limitation de l'indexation des loyers est possible, légale et réaliste.

Limiter l'indexation des loyers, c'est possible, il y a d'ailleurs des propositions concrètes en ce sens aussi bien à Bruxelles, qu'en Wallonie et en Flandre.

Limiter l'indexation des loyers c'est légal et il y a déjà eu plusieurs gels des loyers en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale.
Limiter l'indexation des loyers c'est réaliste, il s'agit d'une mesure qui ne coûte rien à la Région et qui a le potentiel de soulager une bonne part des 60 % de ménages qui, à Bruxelles, sont locataires.

À l'heure actuelle, DéFI et l'Open VLD continuent leur blocage sur cette question. Leurs arguments ne dépassent pas vraiment une sorte de position de principe en faveur de la toute-puissance de la propriété privée. Ce qui est une autre façon de dire qu'ils préfèrent résolument les intérêts d'une minorité de propriétaires bailleurs à ceux de plus de 60 % de ménages qui, à Bruxelles, sont contraints de louer des logements toujours plus chers et d'y consacrer une part sans cesse croissante de leur budget.

Cette question de la limitation de l'indexation des loyers risque bien de s'inviter à nouveau à la rentrée de septembre. L'enjeu est trop important pour laisser les partis de centre-droit bloquer l'initiative. Il y a d'ailleurs de bonnes chances que cette question soit soumise au vote du Parlement, lui permettant de trouver une majorité alternative en mesure de la faire passer malgré les blocages actuels. Mais cela ne pourra pas se faire sans un moment de courage politique. Il est essentiel de rappeler que le blocage de l'indexation des loyers n'est qu'une étape dans un processus nécessairement beaucoup plus profond d'encadrement des loyers à Bruxelles. ▼

Inter-Environnement Bruxelles

1. Il y a cependant des arguments forts pour imposer cette baisse des loyers. Notamment le fait que les loyers ont crû d'une façon anormale, excessive et dans une certaine mesure illégale ces vingt dernières années. Il serait donc légitime de demander, comme le fait notamment Action logement Bruxelles au travers de sa pétition remise récemment au Parlement bruxellois, un retour à « ce qu'auraient dû être » les loyers s'ils avaient suivi la seule courbe de l'inflation [www.actionlogementbxl.org].

Bruxelles en mouvements est un bimestriel édité par IEB, fédération des comités de quartier et groupes d'habitant·es. Ce journal est distribué dans une série de lieux bruxellois, mais vous pouvez également vous abonner pour le recevoir à domicile et par la même occasion soutenir notre démarche.

Consultez notre site pour voir la publication en ligne ainsi que la liste des lieux de dépôt : www.ieb.be
Abonnement annuel (6 nos) : 24 euros

Abonnement de soutien : 64 euros
Versement au compte
IBAN : BE33 2100 0902 0446
BIC : GEBABEBB

Éditrice responsable : Isabelle Marchal
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles

Impression : Dessain – Mechelen

Graphisme : Andreas Stathopoulos, Élise Debouny

Secrétaire de rédaction : Thyl Van Gyzegem

Coordination : Andreas Stathopoulos

Collaborateurs·trices : Eva Betavatzi, Benoit Coumont, Anouk Devillé, Matthias Förster, Isabelle Marchal, Lisa Michel, Cataline Sénéchal, Claire Scohier, Martin Rosenfeld, Andreas Stathopoulos, David Weil-Rabaud

Illustrations : Atelier collectif (voir p. 2)

Inter-Environnement Bruxelles
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles
Tél. : 02 801 14 80 – E-mail : info@ieb.be

Organisme d'éducation permanente soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES